

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

Les
Effets Economiques
de la
Réforme Agraire
en Tchéco-Slovaquie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1931, à 14 heures

par

Jean SINEAU

Président : M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants : MM. PIROU et Roger PICARD.

ARGENTON
Imprimerie LANGLOIS
1931

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

Les
Effets Economiques
de la
Réforme Agraire
en Tchéco-Slovaquie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1931, à 14 heures

par

Jean SINEAU

Président : M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants : MM. PIROU et Roger PICARD.

■■■ ARGENTON ■■■
Imprimerie LANGLOIS
■■■■■■■ 1931 ■■■■■■■



« La vraie démocratie n'est qu'à ses débuts, alors que les vieilles formes de gouvernement (les monarchies) se sont développées pendant des siècles. Les démocraties modernes ne sont pas achevées, et ne constituent à vrai dire que des essais de démocraties ».

Président MASARICK.

(Extrait de « La Tchécoslovaquie » —
B. Mirkiné Guetzevitch - 1929)

Au moment où dans tous les pays une crise économique frappe avec une grande gravité la classe agricole, où le dernier recensement vient de nous confirmer la désertion des campagnes, il est intéressant d'étudier une nation de création nouvelle qui a voulu apporter par une réforme récente et hardie, un remède énergique aux dangers que coudoient son agriculture et ses agriculteurs.

La Tchéco-Slovaquie dès 1919 a supprimé les grands domaines de plus de 250 hectares et a développé, par le morcellement de ses domaines, la classe des petits propriétaires. Concurrément d'autres pays de l'Europe Centrale ont agi dans le même sens, citons notamment la Roumanie, la Pologne, la Yougoslavie, la Bulgarie. Deux ans auparavant la Révolution Russe avait supprimé la propriété individuelle et réalisé ainsi une réforme agraire bien différente, puisque le communisme en est l'essence même, par la confiscation sans indemnité et sans création nouvelle, l'Etat restant seul le maître des 128.000.000 d'hectares du sol russe. Tout récemment l'Espagne examine un projet tendant aussi à la suppression des domai-

nes tels qu'ils existent encore, vastes de 40 à 50.000 hectares; quelle sera la nuance de cette réforme? Il est impossible de le dire avec précision, car une commission en étudie les principes mêmes.

La Tchéco-Slovaquie a voulu en 1919 se défendre du danger communiste, de l'émigration effrayante qui l'avait dépeuplée, du mauvais rendement des trop vastes exploitations, de l'effroyable misère de ses paysans; elle a pour y parvenir créé un rempart de protection politique et sociale contre le communisme: la classe des petits propriétaires ruraux.

Par cette réforme la Tchéco-Slovaquie qui était en même temps, il ne faut pas l'oublier, un très puissant pays d'usines, a pu devenir un état riche, où les habitants, non seulement des campagnes, mais des villes ou cités ouvrières, trouvent dans le sol toutes les ressources qui leur sont nécessaires; c'est exceptionnellement qu'ils ont recourt à l'exportation.

De récents exemples de la crise subie dans de grands Etats prouvent combien il est sage d'équilibrer l'agriculture et l'industrie.

La réforme agraire est bien une question sociale d'actualité, celle de la Tchéco-Slovaquie a fait ses preuves et son analyse fera l'objet de notre travail.

Dans une première partie, j'étudierai l'histoire agricole de la Tchéco-Slovaquie et comment s'est formée la propriété telle qu'elle existait avant la guerre.

Dans la seconde partie: la transformation opérée en 1919, les lois de Réforme et celles qui touchent à la question agraire.

Dans la troisième partie: j'étudierai les résultats de cette réforme et j'analyserai la situation générale de l'économie agraire de ce pays.

PREMIÈRE PARTIE

LA TCHÉCO-SLOVAQUIE A TRAVERS LES AGES AU POINT DE VUE AGRICOLE

Traçons un tableau de l'agriculture en Tchéco-Slovaquie à travers l'histoire. Pour que cette revue soit rapide et qu'il soit possible d'en conserver quelques grandes lignes, nous avons divisé cette étude en plusieurs périodes, sans considération de leur durée. Chaque période représente simplement un stade de l'agriculture, ou encore est marquée par un événement politique ou administratif, considéré au point de vue de leur répercussion économique agricole.

CHAPITRE I

LA PÉRIODE SLAVE

Il est rare de trouver un pays dont nous ne connaissons moins la préhistoire que les pays qui constituent maintenant la Tchéco-Slovaquie.

Les territoires de la Bohême, de la Moravie, de la Slovaquie furent envahis au IV^{me} siècle avant Jésus-Christ par un peuple guerrier les Celtes, puis nous constatons qu'au 1^{er} siècle avant l'ère chrétienne, les Celtes ont été repoussés par des populations germaniques, les Marcomans; ceux-ci vécurent d'abord en bonne intelligence avec leurs puissants voisins installés sur l'autre rive du Danube, les Romains; mais au début de l'Empire, Tibère ne pouvant plus supporter la proximité de ce peuple turbulent, lui déclara la guerre, et grâce à l'aide de peuplades germaniques, Marobode, prince des Marcomans, fut défait et ses Etats furent envahis par les Goths.

Au V^{me} siècle, environ de notre ère apparaît une race nouvelle, les Slaves.

Nous avons peu de renseignements sur l'origine de ces

immigrés, ce sont, d'après Zaborowski, « des peuples qui n'avaient probablement jamais formé de race, mais qui n'en avaient pas moins certains liens ethniques ».

Ils suivaient vraisemblablement les Germains, et, sans bataille, occupèrent les terres que ces derniers abandonnaient dans leur marche vers l'est et le sud, et se fixèrent définitivement en Bohême, Moravie et dans une grande partie des territoires du haut Danube.

Les Slaves étaient un peuple calme, non guerrier, ils étaient groupés en familles patriarcales, vivant en commun autour de leur ancien « Starechina ». Ces familles nombreuses, formaient des tribus; ce peuple agriculteur resta pendant quelque temps un peuple nomade, n'ayant point de propriétés, vivant uniquement de la pêche, de la chasse, et de l'élevage.

Enfin vers le VI^me siècle, les tribus se fixèrent, et commencèrent à exploiter le sol.

La première culture que l'on trouve, notamment en Bohême, est celle du millet, mais peu à peu d'autres céréales ont été cultivées.

C'étaient des esclaves et les femmes qui travaillaient le sol, les hommes surveillaient ces travaux et continuaient à s'adonner à la chasse et à la pêche, comme le faisaient leurs ancêtres.

Ces Slaves paisibles et agriculteurs qui avaient, nous l'avons vu, occupé les territoires sans porter les armes, durent peu de temps après leur immigration, s'installer solidement et faire une guerre défensive contre les Avars, ils furent d'ailleurs défaits, durent payer tribut et fournir des soldats à leurs vainqueurs. Peu de temps après ils se libérèrent du joug de leurs oppresseurs et pour la première fois se réunirent tous sous un chef unique: « Samo » (610 environ).

CHAPITRE II

LES LATIFUNDIA

Ce peuple devint rapidement un vrai danger pour les Francs, et un conflit devait fatalement s'engager. En 630 en effet, les Slaves tuèrent un grand nombre de négociants francs, et les dépouillèrent de leurs biens. Ce fut le début de la querelle entre Samo et Dagobert. Après une période où cette première tentative d'unité slave s'effondra, une dynastie viendra régner en Bohême : « Les Premyslides ». Ce furent encore des guerres continuelles contre les Allemands, les Magyars, les Hongrois, qui durèrent de l'an 900 à l'an 1.300.

A la suite de ces guerres, les chefs militaires et les guerriers rentraient à l'intérieur et exploitaient leurs terres, ils agrandissaient en même temps leurs propriétés, soit en occupant les espaces encore incultes, soit en ajoutant à leurs domaines, ceux déjà cultivés et possédés par des guerriers morts aux combats. Ainsi lentement s'est formée une grande propriété : Le Latifundia.

Certaines découvertes vont permettre les cultures de ces grands domaines. C'est d'abord au X^{me} siècle l'apparition du Hak, sorte de binette, qui en l'absence de la charrue, rendit néanmoins de grands services ; ce n'est qu'au XII^{me} siècle qu'apparut la charrue.

Ces invasions ont mis les Slaves en rapport avec d'autres peuples. Ceux-ci leur ont fait connaître certains outils. Les Francs notamment leur apportèrent ceux dont ils se servaient chez eux.

Enfin, c'est à cette époque qu'apparaît une innovation économique et juridique : la Ferme, qui est la mise en culture d'une terre par un autre travailleur que le propriétaire.

Historiquement il faut voir comment s'est formée cette séparation entre la propriété du sol et son exploitation. Ce sont encore les multiples guerres dont nous avons donné au début de ce chapitre une rapide et sèche énumération qui en sont la cause.

La Bohème est devenue un grand Etat, avec une armée importante, et des chefs. Il faut en outre à ce royaume des fonctionnaires. Le Roi prendra soit des chefs militaires, soit des chefs civils ou ecclésiastiques, dans la population slave, mais il faudra en faire une élite ; de ces fonctionnaires sortiront une classe privilégiée : les Seigneurs et les Chevaliers.

Ceux-ci ont déjà acquis de grands domaines mais ils sont retenus loin d'eux par leur fonction ou la guerre, et malgré l'esprit à tendance agricole de l'ensemble de leur race ils sont forcés de faire exploiter ces Latifundia par des petits propriétaires voisins qui les gèrent et les cultivent avec des esclaves. Cette coutume étant établie, ces petits propriétaires, au lieu d'exploiter pour le compte du propriétaire, sauf à retenir une part des bénéfices, modifient le mode de règlement et aboutissent à payer un prix forfaitaire de location. Ainsi est apparue la ferme, location d'une exploitation agricole. Remarquons qu'au début de cette institution le fermier est toujours un Slave, également petit propriétaire.

Jusqu'ici la terre est donc mise en valeur par des Slaves qui la cultivent, soit à titre de propriétaires, pour les petites exploitations, soit à titre de locataires ou fermiers pour les grandes étendues appartenant aux Seigneurs. Mais il faut insister sur le fait qu'il n'y a point de Slave qui soit fermier sans posséder et travailler son petit domaine.

La colonisation allemande

La Bohème avait connu sous la royauté (dynastie des Premyslides) des succès et des revers militaires. A la fin de ces règnes guerriers, la nation sortit très affaiblie.

Cet Etat, qui comptait en plus de la Bohème, et de la Moravie actuelles de grands territoires qui figurent actuellement dans la Pologne, la Bavière, l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, les perdit peu à peu. Ces amputations successives eurent d'ailleurs peu d'importance, car ces régions étaient peuplées de races toutes différentes.

Ce qui fut plus grave et contribua à introduire dans la Bohème un élément étranger se rapporte également aux guerres, mais revêt un caractère particulier que nous pouvons préciser.

Le quadrilatère formé par les Montagnes de la Bohème n'était pas complètement occupé; les Slaves n'en habitaient que les plaines fertiles. Toute la région des frontières montagneuses et couvertes de forêts était inculte et inhabitée. En outre l'affaiblissement des bras pour l'agriculture fut très accentué à cette époque par les pertes d'hommes causées par les guerres.

Les plaines riches partiellement privées d'agriculteurs et les montagnes incultes provoquèrent une lente, imper-

ceptible mais réelle infiltration allemande. Ces immigrés entreprirent tout d'abord le défrichement des forêts, et des terres non productives, un certain nombre d'entre eux travaillèrent dans les carrières.

Cette immigration, que nous avons vue jusqu'ici ne comptait que pour la classe laborieuse agricole, elle s'étendit à la noblesse, au clergé et même à la classe des artisans de ville.

Les Seigneurs Slaves Chrétiens se mariaient souvent, en effet, à des princesses allemandes qui venaient habiter leurs châteaux, en emmenant avec elles toute une cour. Les moines allemands et des prêtres s'infiltrèrent également dans les communautés et le clergé Tchèque. Enfin les marchands allemands établis à Prague y devinrent si nombreux qu'ils finirent par y occuper tout un important quartier.

Les immigrés allemands de la classe des agriculteurs étaient des gens sans aucuns biens et ils cherchèrent aussitôt dans ce riche pays à vivre d'un travail agricole sans avoir la moindre mise de fonds. Ils cherchèrent donc des fermes à exploiter. Ils y aboutirent pour deux raisons d'une manière assez rapide, d'abord le manque de main-d'œuvre, ensuite le fait que ces terres étaient possédées par des Seigneurs qui, en général, étaient alliés à des princesses allemandes.

Aussi nous pouvons constater au bout de quelque temps une modification à l'état des choses. En règle générale les fermiers, exploitant les Latifundia sont des colons allemands et les petites propriétés sont exploitées par leur propriétaires Slaves.

En même temps que les fermes ont changé d'exploitants, les rapports juridiques unissant propriétaires et fermiers ont évolué. Le régime de ferme dont nous avons

rapidement étudié l'évolution, aboutissait, somme toute, à un contrat analogue à ceux qui sont passés dans notre droit actuel. Avec les fermiers colons allemands nous assistons à une profonde modification de ce lien de droit. Le colon est attaché à la terre, il s'agit d'un lien d'assujettissement héréditaire réel. Le fils du colon sera l'exploitant du même latifundia. Il se forme ainsi une classe analogue à celle que nous trouvons en France à la même époque : le servage.

En outre, ce colon peut évidemment posséder, mais son droit de propriété est d'une nature spéciale, qui y apporte une limitation importante. Le colon attaché à la terre, à lui-même ses économies attachées à la terre ; tant qu'il vivra ou qu'il aura une descendance, il jouira de ses biens comme il exploitera la terre à laquelle il est rivé ; mais à sa mort, de même que le Seigneur reprendra ses domaines, ce dernier recevra en même temps les économies et investissements amassés par le colon.

Cette transformation du régime juridique de la ferme peut s'expliquer par deux considérations :

1°) Introduction dans les classes privilégiées possédantes des principes de droit allemand.

2°) Possibilité d'applications de ces principes résultant tant de la nationalité des immigrants que de leur condition sociale. Ce qui aurait été irréalisable auparavant avec les anciens fermiers, hommes libres, petits propriétaires Slaves, était évidemment parfaitement possible avec ces colons à la recherche de terres à cultiver.

A cette période on peut constater à côté des classes privilégiées, noblesse et clergé, la formation d'une véritable classe paysanne, composée de fermiers et petits propriétaires. Nous sommes à ce moment au XIII^{me} siècle.

CHAPITRE III

ÉCONOMIE INTÉRIEURE DU MOYEN AGE

Jusqu'à l'époque que nous allons étudier dans le présent chapitre, l'agriculture en est à un stade primitif; on ne connaît encore aucune méthode d'amélioration des terres, pas plus d'ailleurs que dans les autres pays. Le seul moyen pratiqué, très primitif, est la fumure par incendie: brûlure de tous les débris, mauvaises herbes, branches inutiles des différentes plantes cultivées ainsi que petits bois et boqueteaux. Au XII^me siècle il nous faut signaler deux découvertes importantes qui viennent révolutionner la culture et augmenter le rendement du sol dans une proportion considérable.

1°) Le premier engrais, le fumier, qui, incorporé à la terre labourée lui donnera une puissance de production bien supérieure.

2°) La mise en pratique d'un procédé actuellement considéré comme la base de toute exploitation du sol: l'assolement triennal. Ce procédé consiste à alterner les ensemen-

cements d'une terre de manière à ne pas lui retirer tous ses éléments nutritifs. Ce procédé est basé sur cette constatation que les cultures n'absorbent pas toutes les mêmes substances du sol.

A cette époque aussi, nous constatons que les sortes de cultures sont beaucoup plus nombreuses. Les céréales les plus en faveur sont le blé et le millet, mais on y trouve encore des légumineuses et des plantes potagères. Notons en outre que le bétail, grâce aux prairies, augmente dans de grandes proportions si bien que dès ces temps-là on signale, en Bohême notamment l'apparition d'un embryon d'industries laitières.

Si nous constatons un grand progrès dans les procédés de culture et si, par là même nous en déduisons un rendement bien supérieur des terres, il ne faudrait pas croire néanmoins que les petits propriétaires et les fermiers en aient profité d'une manière très importante. A ce moment, en effet, une crise économique écrase les agriculteurs; elle tient à deux causes bien différentes, l'une commune à toutes les puissances au XIV^me siècle, l'autre spéciale au royaume de Bohême.

Avant de passer à l'explication de cette crise, il nous faut revenir en quelques lignes sur l'histoire du royaume de Bohême.

Nous avons étudié la dynastie Prémyslides, qui pour des guerres continuelles et nombreuses, avait levé de lourds impôts. Cette dynastie nationale s'éteignit avec le roi Vacslav III. L'Empereur traita ce pays comme un simple fief, voulut imposer un autre roi, mais les nobles Tchèques s'y refusèrent et après de nouvelles luttes et de courts règnes, la Maison de Luxembourg en recueillit l'héritage. Jean de Luxembourg se maria avec une princesse, fille du roi Vacslav III et fut choisi comme monarque: cette

famille devait conserver cette couronne cent vingt-sept ans.

Il réunit à la Bohême, la Moravie, une partie de la Lusace et de la Silésie. Trop à l'étroit dans son royaume, il intervenait dans tous les conflits, mais la Bohême qui profitait peu de ses exploits, les payait chèrement. Chacune des visites de son souverain, constamment à la Cour de France, était toujours le présage d'impôts nouveaux, d'emprunts, d'altérations de monnaie. A l'intérieur de ce royaume les Allemands viennent, attirés par des faveurs, mais ce fut vers 1318 la cause de dissensions intestines.

Revenons à la crise économique dont nous avons parlé; la première des causes, c'est l'impôt effroyablement lourd qui pèse sur la classe paysanne, la seule qui soit frappée. Ces charges ne sont pas seulement levées par le roi, mais le seigneur, lui aussi veut prendre sa part. Le paysan peut vivre, mais ne garde pas ce que les progrès agricoles signalés auparavant pourraient lui laisser d'une façon matérielle.

La seconde cause, générale celle-ci, tient au développement des villes et villages et par là même au développement de la classe des artisans. Plusieurs conséquences en découlent, d'abord une première émigration des campagnes vers les villes; les paysans allant devenir artisans spécialisés. Ensuite une perte de travail du paysan (qui en même temps qu'il cultive sa terre, fait de petits ouvrages) au profit de l'artisan. Le Seigneur, le paysan même, s'adressera toujours à un spécialiste quand il aura besoin d'un outil, d'un vêtement, tandis qu'auparavant le paysan faisait tout.

Telles sont les causes de la crise économique que traverse la Bohême, dans le début du XIV^{me} siècle.

Tandis qu'à l'extérieur Jean de Luxembourg guerroyait et portait ses armées au secours de puissances lointaines. Nous avons vu qu'à l'intérieur les Tchèques s'entre-déchiraient et que les Allemands attirés par de nombreux avantages s'y introduisaient et y étaient appelés à tel point que le roi, disait-on, prétendait chasser du royaume tous les Tchèques et le peupler uniquement d'étrangers (aux Allemands que nous venons de citer il convient d'ajouter les Hollandais).

Ces étrangers remplacèrent peu à peu les paysans, ils apportèrent à leur tour d'autres modifications.

Au mode de servage qui existait depuis le XII^me siècle succède un procédé qui, quoique d'apparence identique, en diffère déjà beaucoup. Il s'agit maintenant d'une location, contrat où les deux parties sont, pour le conclure sur pied d'égalité, mais d'une location héréditaire. Le fermier, homme libre, conservera dans sa famille l'exploitation du même domaine et en fait rien ne semblera changé avec le système précédent, le servage, mais le contrat est tout différent. Si la terre est exploitée pendant plusieurs générations par le même cultivateur et ses descendants, ce n'est plus parce qu'il est attaché à cette terre, mais en vertu d'une location héréditaire. D'ailleurs à côté de ce fermier il y a la foule des serfs, toujours soumis au même régime qu'à l'époque précédente.

Les propriétaires des grandes exploitations se contentent de fermages plus bas, d'autre part vers le XIV^me siècle le nombre des jours corvéables est sensiblement diminué. Il ne dépasse plus huit par an; enfin on constate aussi l'influence du Droit Rural Allemand.

Cette colonisation amena une grande foule d'Allemands et d'étrangers. Ceux-ci, surtout les Allemands, se groupèrent et fondèrent des villages assez nombreux qui s'ap-

pellent en Allemand « Lehen » et en Tchèque « Lano ». Ces villages ont un caractère particulier et leur traduction française de ces termes serait plutôt « Domaine ». Il s'agit en effet d'agriculteurs, de locataires qui groupent leurs maisons et dépendances en un même lieu, comme cela s'est d'ailleurs produit en France.

Les actuels illots Allemands qui se trouvent en Tchéco-Slovaquie sont ces « Lano » du XIV^me siècle.

Notons que jusqu'à cette époque le paysan n'est pas attaché de cœur à sa terre, il ne s'y intéresse pas. S'il la cultive c'est soit parce qu'il n'est qu'un serf, soit parce qu'il lui faut payer sa location et qu'il faut vivre.

CHAPITRE IV

LE RÉVEIL DU NATIONALISME TCHÈQUE

CHARLES IV (1346-1378)

JEAN HUS

Le fils de Jean de Luxembourg, qui devait lui succéder à l'Empire sous le nom de Charles IV, fut élevé à la Cour de France, car il était neveu de Philippe le Bel qui avait épousé une sœur de son père ; il y reçut de sept à quatorze ans une excellente éducation. Très instruit, il parlait et écrivait cinq langues, lisait beaucoup la Bible et laissa quelques commentaires des livres saints.

En 1330, à la mort de sa mère, il rentra en Bohême définitivement, apportant de France en dehors de ses études, des idées d'économie et de sage administration. Il s'efforça de rétablir l'ordre dans les finances quelque peu obérées de son père et dut y réussir, si bien qu'en 1333 Jean de Luxembourg se l'adjoignit officiellement en qualité de co-régent.

En 1346, à la mort de son père, il fut porté à l'Empire ; mais ce qui fait de ce souverain un grand souverain, c'est plus sa qualité de Roi de Bohême que son titre d'Empereur. Les historiens allemands ont d'ailleurs été sévères pour Charles IV. Ceux de Bohême sont pleins d'enthousiasme pour lui et l'appellent le père de la Patrie. Effectivement il n'est resté un grand roi que pour la Bohême. Mais c'est ce qui nous intéresse.

Il agrandit ce royaume de Bohême qui comprenait en 1373 : la Bohême, la Moravie, la Lusace, le Brandebourg, de nombreuses annexes éparpillées en Allemagne et aux Pays-Bas. Et il ne s'agissait pas là de souveraineté nominale, car le Roi de Bohême était vraiment maître chez lui.

Il fut pour son Etat un excellent administrateur, fit confirmer à la diète de Prague les privilèges du royaume dans l'Empire, il donna un code à ses sujets, érigea l'évêché de Prague en archevêché, organisa une université dans cette même ville en y attirant de nombreux étudiants nationaux ou étrangers.

Il développa l'industrie, le commerce, fit construire de nombreuses routes et des ponts. L'agriculture également lui doit une grande reconnaissance, il défricha de vastes espaces, fit venir de France et d'Etranger des ouvriers qui importèrent des méthodes de travail nouvelles. C'est lui-même qui apporte de France la pratique de la culture de la vigne et des notions d'horticulture et d'arboriculture. C'est enfin grâce à toutes les économies et à l'organisation administrative parfaite qui particularise son règne, que le paysan slave put enfin sortir de l'état misérable où le maintenaient les Seigneurs par leur tyrannie, l'Empereur défunt par ses luttes continuelles. Cette époque représente pour les Tchèques une ère de joie et de bonheur. A tout point de vue d'ailleurs on peut sous ce régime

constater un réveil national, la langue slave devient une langue usitée à la Cour. La littérature connaît une floraison particulière. Le brigandage étranger est sévèrement réprimé et la justice paraît régner. Les économies rétablissent l'ordre du trésor. Miracle surprenant, les impôts eux-mêmes diminuent; qui aurait pu prévoir cette résurrection après les tristes années qui avaient précédé ce règne!

Ce règne qui apporta à la Bohême une période de prospérité avait sorti les Slaves de leur misérable situation sans cependant les délivrer du joug allemand, toutefois il devait être suivi d'un réveil nationaliste Slave. On ne peut laisser de côté dans un historique de cette race le nom de Jean Hus.

Jean Hus, né en 1369 à Husinec en Bohême, était fils de paysan, il étudia à Prague, notamment la théologie. Il entra ensuite dans l'enseignement où il eut de rapides succès puisque en 1398 il devint doyen de la Faculté de Philosophie et en 1402 recteur de l'Université. En même temps, ayant été ordonné prêtre en 1400, il fut nommé en 1402 prédicateur à Prague dans une église où l'on ne prêchait qu'en langue Tchèque.

Sa vie est désormais consacrée à la réforme religieuse, et l'on peut voir en lui un véritable précurseur de Luther. Après avoir été complètement d'accord avec le haut clergé et particulièrement avec l'archevêque de Prague qui, jusqu'en 1408 lui confia même d'importantes missions, Hus fut ensuite trouvé trop violent vis-à-vis du haut clergé dans ses prédications populaires. Mais c'est à cette période que sur une question politico-religieuse, Hus devait prendre la tête du parti national.

Deux papes rivaux, Grégoire XII et Alexandre II se disputaient le trône de Saint-Pierre. Le Roi de Bohême

voulut garder la neutralité, et il demanda une déclaration dans ce sens à l'Université de Prague. Celle-ci se prononça par trois voix (les voix Allemandes) contre une (la voix Tchèque) pour le pape Grégoire XII. A l'instigation de Hus, le roi par la suite modifia les statuts en accordant trois voix aux Tchèques contre une voix seulement aux Allemands. La mesure fut très bien vue à Prague et Hus fut nommé de nouveau recteur de l'Université. L'Archevêque de Prague qui lui, tenait à Grégoire XII, fit excommunier Hus, brûler ses écrits. Le bas clergé, l'Université, le peuple et le roi étaient pour le héros national, et les prédications populaires continuèrent.

La lutte s'envenima encore et officiellement Hus entra en lutte avec le Pape, raillant le trafic des indulgences et prétendant que le pardon des péchés s'obtenait par contrition et pénitence et non à prix d'argent. Le Roi changeant d'attitude prit alors parti pour la papauté contre Hus et édicta la peine de mort contre toute insulte au Pape.

Hus quitta Prague, mais dans sa correspondance avec ses amis, il continue à exalter ses sentiments religieux et nationaux. Après plusieurs mois d'une existence vagabonde il fut convié au Concile de Constance et traîtreusement arrêté. Après un interminable procès et une cruelle incarcération il fut iniquement condamné à mort et brûlé vif (1415).

Ce personnage qui ne fut au début qu'un théologien était devenu, par ses prédications au peuple en langue Tchèque, et par le parti qu'il défendit à l'Université de Prague, le champion national.

A la suite de la mort de Hus, il y eut une véritable guerre civile, les hussistes s'opposèrent à ce que l'empereur Sigismond (qui par trahison s'était emparé de Hus)

vint recueillir la couronne de Bohême que lui laissait son frère. Ils eurent à lutter contre l'autre parti, les Conservateurs qui comprenaient des Etrangers en général et plus particulièrement des Allemands, ils obtinrent des succès relativement faciles. L'Empereur et le pape entrèrent en négociation avec ces révolutionnaires, finalement après des alternatives de paix et de luttes, le parti national tchèque, quoique vainqueur, n'en fut pas moins dominé à nouveau.

Il faut constater que ces guerres longues entraînèrent de nombreuses morts dans le peuple. Les paysans surtout furent éprouvés. Les Seigneurs et le haut clergé devant ce manque de main-d'œuvre, firent appel à des étrangers qui, à nouveau, s'infiltrèrent dans le pays.

Signalons enfin que la Diète a encore en 1474, 1487, 1497, attaché l'homme au Seigneur ou plus exactement à la terre par un lien plus étroit, et que par contre les classes nobles ont reçu encore d'autres privilèges.

Vainqueur dans la guerre, le peuple slave était, dans la paix à nouveau opprimé.

Telle est donc la situation dans cette Bohême où pendant un temps, grâce à un roi économe et patriote, Charles IV, grâce à un Hus, le sentiment national s'était éveillé, où la race Slave semblait après une longue période de soumission, vouloir reprendre enfin la direction de ses propres affaires.

CHAPITRE V

LE XVI^m^e SIÈCLE

A la fin du XV^m^e siècle, le monde civilisé était devenu très pauvre en métaux précieux, à tel point que les économistes estiment qu'il en restait à peine pour 1 milliard de francs (or et argent compris). La découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, en 1492, ne devait pas tarder à changer les conditions matérielles du Vieux Monde, en jetant sur le marché le produit des mines d'or et d'argent du nouveau pays.

La Bohême, comme tous les pays civilisés, subit cet afflux de métal précieux et la conséquence fut normalement la suivante : une hausse formidable de toutes les matières premières et particulièrement de celles servant au troc. Citons l'exemple de Paris à cette époque : un hectolitre de blé s'obtenait auparavant en échange de 14 à 16 grammes d'argent ; pour se le procurer il fallut donner successivement en argent, le double ; puis le triple : cette proportion grandit avec le temps. Remarquons qu'il ne s'agit là que d'un phénomène expliqué maintenant par

la loi quantitative de la monnaie. « Les prix et la quantité de monnaie en circulation varient dans le même sens ».

Or, par l'effet de cette augmentation de valeur des matières premières, qui veut dire diminution du pouvoir d'achat de la monnaie ou diminution de la valeur de la monnaie, nous pouvons constater qu'obligatoirement toute personne, dont le revenu consistait en une redevance fixe d'argent ou d'or, fut appauvrie sans aucun remède.

Durant ce siècle nous pouvons constater la satisfaction des uns, la consternation des autres, la stupéfaction de tous, car on ne distinguait pas la cause du changement dont on était, selon la position, le bénéficiaire ou la victime.

En présence de ce fait les propriétaires, noblesse et haut clergé, pensèrent à modifier la gestion de leurs terres, car le revenu, c'est-à-dire la ferme, avait baissé brusquement.

En face d'un revenu fixe, un loyer payable en or, qui baisse considérablement, le propriétaire va exploiter directement; cette nouvelle façon de faire est assez rapidement mise en pratique, le propriétaire ne renouvelle plus ses baux avec les anciens fermiers, et d'autre part, pour arrondir la propriété seigneuriale qui est avantageuse par l'exemption d'impôts, les petites propriétés sont rachetées peu à peu.

Cette transformation a lieu assez rapidement et est générale. La cause en est que le domestique lui-même est plus heureux que le fermier.

Alors que le fermier et le petit propriétaire étaient soumis à l'impôt, écrasant, nous l'avons vu, parce que réparti sur un petit nombre, le domestique, lui n'est pas un exploitant, il travaille pour le compte du seigneur, il ne paye aucun impôt.

Le Seigneur lui, fait partie de la classe privilégiée et ne doit rien à l'Etat. Le gros propriétaire, en outre, y trouve son intérêt de ce fait qu'étant lui-même exploitant, le bénéfice qu'il en retire est en nature : des matières premières. Un nouvel afflux de monnaie comme celui dont nous avons été témoins au début du XVI^m siècle, loin d'en diminuer la valeur, ne peut entraîner qu'une augmentation des prix de ces denrées, si ce n'est une augmentation de valeur nominale.

Pendant ce temps, opprimée par les Empereurs Autrichiens la Bohême était encore le centre de guerres religieuses, et le peuple slave courbait l'échine sous les privilèges et les droits abusifs de sa noblesse.

CHAPITRE VI

LA GUERRE DE TRENTE ANS

Après la défénestration de Prague (1618) la Bohême fut à nouveau le théâtre d'une insurrection très importante. Les Etats, le jour même de cet événement, constituèrent un gouvernement provisoire, et formèrent une armée, demandèrent l'alliance des princes allemands et exilèrent du pays leur archevêque et les jésuites. L'Empereur Mathias voulut négocier, mais échoua. Son frère qui devait régner sous le nom de Ferdinand, réunit une armée catholique, mais les Tchèques ne restaient point inactifs et cherchaient eux aussi des alliés, qu'ils trouvèrent dans les éléments protestants de l'Empire. La Bohême connut des alternatives de victoires et de désastres. Cependant elle ne pouvait pas rester sans souverain et la Diète élut le jeune électeur Palatin Frédéric en 1620. L'armée bohémienne qui comptait 25.000 hommes fut attaquée par l'armée de l'Empereur forte de 50.000 hommes et fut écrasée à la Montagne Blanche. La sanction de l'Empereur fut terrible, les principaux chefs furent écartelés et leurs biens furent confisqués au profit du roi,

des courtisans et des généraux et c'est alors que l'on vit s'installer en Bohême un grand nombre de familles étrangères. Une autre partie des biens confisqués fut attribuée aux fondations pieuses, à l'archevêché et aux Jésuites.

Cependant, tout le monde ayant pris part à la révolution sauf les catholiques, la crainte régnait encore, Ferdinand y mit fin en 1622 par un mandat de pardon. Les Seigneurs méritaient, disait ce document « d'être punis dans leur vie et leurs biens. L'Empereur leur faisait grâce de la vie et confisquait leurs biens ». Sept cent vingt-trois Seigneurs et Chevaliers acceptèrent cette amnistie qui les laissait complètement ruinés.

Puis Ferdinand rétablit la religion catholique dans la Bohême, avec une dureté effrayante, privant des droits civils et frappant d'interdiction d'exercer, ceux qui ne professaient point la religion catholique et punissant d'amendes ceux qui négligeaient de célébrer les fêtes ou d'aller à la messe. Le roi donna la nouvelle Constitution au pays (1627) instituant l'hérédité du trône de Bohême chez les Habsbourg, dépouillant les diètes au profit du Roi de leur pouvoir législatif et ne gardant que le droit de consentir les impôts sans pouvoir faire au souverain aucune observation. Beaucoup de Tchèques quittèrent le pays et l'on évalue à 36.000 le nombre de familles qui émigrèrent.

Peu de temps après, la Bohême eut à souffrir terriblement de la guerre de Trente ans. Waldstein y lève des troupes et l'armée de Gustave Adolphe y pénètre également. Des luttes nombreuses y eurent lieu et les deux chefs devaient y mourir. En 1639 encore, l'armée Suédoise envahissait la Bohême pour y venger le protestantisme opprimé. Leur général, Banner, prit Prague, et pillà toutes les villes.

Aucun pays n'eut plus à souffrir de la guerre de Trente ans que la Bohême, les villes et les villages étaient détruits ou à moitié ruinés, la peuple affamé et misérable et le royaume avec ses annexes de Lusace, Moravie et Silésie, qui pouvait compter auparavant trois millions d'habitants, était réduit à sept à huit cent mille âmes.

Les classes propriétaires, qui comptaient encore beaucoup de Slaves, sont devenues uniquement composées d'Allemands, venus s'installer soit pour recueillir les biens confisqués par le nouveau Roi après le désastre de la Montagne Blanche et distribués par lui à ses généraux et courtisans, soit à la suite de Waldstein qui occupa avec son armée la Bohême entière.

Le peuple (serfs des campagnes) vivait sous l'administration des Seigneurs et c'était d'ailleurs là tous les pouvoirs de celle-ci, tout autre administration appartenant au Roi. Mais il ne faut pas oublier que la plus grande partie des terres était tombée aux mains d'aventuriers étrangers, hostiles à la nationalité Tchèque et tout dévoués au souverain, dont ils étaient les créatures. Ces nouveaux Seigneurs rendirent la sujétion plus dure encore qu'elle n'avait été sous l'aristocratie indigène. En outre une nouvelle colonisation devait encore avoir lieu, car les nouveaux seigneurs font venir des Allemands pour repeupler les domaines abandonnés par les anciens habitants. Depuis cette date les Allemands ont occupé et ont gardé encore de nos jours à peu près un tiers du sol de Bohême.

En 1680 une révolte agraire éclate dans le cercle de Caslav, les paysans prennent les armes et envoient à Prague des délégués se plaindre à la lieutenance royale, de la tyrannie de leurs Seigneurs. Ils déclarent qu'on les traite plus durement que des Turcs ou des Tartares et demandent le soulagement de leur misère; on jette les dé-

légués en prison et on envoie deux régiments contre les révoltés. Alors l'insurrection s'étend et éclate notamment dans les cercles de Litomerie et de Plzen, elle fut étouffée par des concessions plus apparentes que réelles.

Donc à la fin de ce XVII^me siècle, nous constatons une légère amélioration, accordée bien à contre-cœur par le pouvoir central et les Seigneurs. Nous pouvons en outre signaler une concentration nouvelle de la propriété, à savoir que les Seigneurs ou du moins la classe riche propriétaire a de très gros domaines. Nous pouvons répartir ainsi qu'il suit le sol de la Tchéco-Slovaquie d'alors :

60 pour 100 des terres à la Haute Noblesse - Seigneurs

12 pour 100 des terres au Clergé.

4 pour 100 des terres au Roi.

ce ne sont là que grands domaines.

12 pour 100 aux Chevaliers, petits fonctionnaires qui ont acquis de petits domaines ou qui les ont reçus à titre de récompense.

CHAPITRE VII

LE XVIII^{me} SIÈCLE (MARIE-THÉRÈSE JOSEPH II)

Le despotisme éclairé. Les physiocrates

Résumons en quelques lignes, l'histoire de ce siècle qui permettra de le mieux comprendre.

L'Archiduchesse Marie-Thérèse, héritière de Charles VI, qui avait épousé le duc François Etienne de Lorraine, fut la première femme qui ait régné sur l'ensemble des Etats Autrichiens.

Personne ne croyait à la solidité de l'Empire (il n'y avait d'ailleurs aucun lien, si ce n'est la personne de la souveraine, qui unit entre elles les provinces le composant). Et tous les pays essayèrent de se partager cet Empire. La Prusse entra en Silésie. La Bavière, la France, l'Espagne en réclamèrent une part. Des négociations furent ouvertes, mais n'aboutirent point. L'Armée Bavaoise soutenue par la France occupa la Bohême (l'électeur de Bavière se fait couronner à Prague) mais il en fut chassé peu de temps après et Marie-Thérèse reprend sa couronne ainsi que la dignité impériale grâce à l'élection

de son mari François de Lorraine. Puis l'Empire fit ensuite une politique d'Alliance avec la Russie et la France. La Prusse, une seconde fois, pénétra en Bohême mais en fut chassée. L'Autriche était un grand empire, quand Joseph II, fils de François 1^{er} (duc de Lorraine) et de Marie-Thérèse vint remplacer son père à la Couronne Impériale. Avec sa mère celui-ci décida un premier partage de la Pologne (1772) et acquit la Bukovine (1775) et une partie de la Bavière. Joseph II devenu roi de Bohême (1780) quinze ans après son élection à l'Empire, fut pacifique, nous l'étudierons au point de vue économique où il joua un grand rôle.

Ce siècle mérite une étude assez complète car on y trouvera de la part des souverains un grand désir d'amélioration de l'agriculture et surtout du sort des paysans.

Avant d'étudier les réformes qui ont été apportées il est utile de signaler que les Seigneurs Tchèques suivirent l'exemple donné par la France, notamment en ce qui concerne l'impôt payé par le roturier. Deux chiffres sont éloquentes. En 1655 l'impôt personnel est de 8 florins rhénans, moins d'un siècle après en 1740 à l'avènement de Marie-Thérèse, il était de 40 florins, soit en 85 ans une augmentation de 32 florins, ce qui nous donne un coefficient 5.

C'est évidemment le roturier qui seul paie, c'est-à-dire le paysan. Les Nobles et les membres du clergé en étaient exemptés.

Dès le début de son règne, Marie-Thérèse, en 1742, s'apitoyait sur le sort des paysans, et créa pour améliorer leur situation une commission. La Réforme qui fut décidée, à tendances libérales, fut imposée par la Reine malgré la répugnance et l'opposition de la noblesse, elle est contenue dans un « Urbarium » (règlement administratif con-

cernant les rapports entre Seigneurs et paysans) qui est resté en vigueur jusqu'en 1832. La situation des paysans était considérablement modifiée, il faut d'ailleurs voir là le résultat de deux idées: 1°) les principes d'humanité tirés de la propagande philanthropique qui commençait à se développer au XVIII^me siècle; 2°) le but secret de cette réforme est l'intérêt du trésor, car il est beaucoup plus aisé de taxer la terre, élément stable et toujours saisissable, que la personne essentiellement mobile de celui qui cultivait ces domaines.

La situation du paysan fut modifiée et améliorée si radicalement que l'on supprima en fait le servage de la glèbe, et que le paysan fut désormais libre de se déplacer et d'élever ses enfants comme il l'entendait. En outre il faut noter (et c'est une indication de leur émancipation) que leurs procès échappaient à la juridiction seigneuriale pour être jugés par la Cour du Comitat.

Par cette réforme, au point de vue fiscal on entendait substituer à la contribution personnelle perçue jusqu'alors une contribution foncière, il fallait avoir une base précise d'imposition des terres, de là la nécessité de la confection d'un cadastre.

Jusqu'à 1740 il n'existait à ce point de vue aucun document sérieux si ce n'est un relevé de la terre paysanne, datant de 1655 et qui n'avait aucune autre utilité (il n'y avait point d'impôt foncier), que celle d'une statistique.

On distinguait deux grandes catégories de terres, « la rusticale » petite propriété du paysan, ou des chevaliers. « La Dominicale » qui n'était autre que l'ancienne *Latifundia*, grande propriété du Seigneur.

A cette époque d'ailleurs l'Etat lui-même reconnaissait une exonération d'impôt si le grand propriétaire s'entendait pour l'exploitation avec le paysan propriétaire

d'un rustical. Nous avons vu plus haut qu'en fait le XVI^m siècle avait vu beaucoup de seigneurs arrondir leur domaine en achetant les parcelles de terre possédées par le paysan. Nous constatons ici l'encouragement de l'Etat pour cette évolution et d'autre part la vérification qu'une loi vient toujours consacrer et parfaire un fait matériel, longtemps après l'accomplissement de celui-ci.

En 1748, six ans après la réforme contenue dans l'urbarium, l'Impératrice Marie-Thérèse fit dresser un premier cadastre, relevé exact de la terre dont le but était purement fiscal en vue de l'établissement du nouvel impôt foncier. Mais la réforme apporta des modifications qui, quoique fiscales, eurent un retentissement économique et particulièrement agraire.

Toutes les terres sont assujetties à l'impôt foncier, que ce soit des terres roturières, ou des terres nobles. La conséquence en est un abaissement énorme de l'impôt payé par le paysan, car la quantité de terres anciennement exemptes et qui maintenant sont soumises à la règle générale est très importante. D'autre part Marie-Thérèse déclare que la quantité de terres qui peut être possédée par les roturiers ne peut dépasser 42 pour 100 de l'ensemble du territoire. Cette limitation d'un maximum de terre roturière à un chiffre aussi élevé pour l'époque, laisse à penser qu'à cette période le paysan, émancipé récemment, commençait à acquérir de nombreux domaines.

Autre réforme: le paysan jusqu'à ce règne, était sous l'oppression des Seigneurs étrangers pour la plupart qui leur imposaient mille servitudes que l'on désignait sous le nom Slave de « Robot » qui signifie: corvée, travail. Marie-Thérèse apporta une modification générale à cet état de choses grâce à l'urbarium, mais surtout et spécialement en cette matière dès 1717 et 1738, des or-

donnances étaient venues limiter les jours corvéables à trois par an.

Avant d'en terminer avec les réformes de l'Impératrice, il faut constater l'amélioration générale que sa sage administration a apportée : entretien des routes, des canaux, diminution ou même suppression des droits de douanes intérieures, rétablissement des finances dans une proportion telle que toutes les branches de l'activité économique purent recevoir de véritables secours, et que l'Autriche à la fin de ce règne sera une grande nation qui n'aura plus à craindre comme quarante ans auparavant une intervention guerrière ou un démembrement.

Cette ère brillante sera suivie d'un règne, celui de l'Empereur Joseph II qui viendra continuer, et qui plus est, accentuer encore l'amélioration du sort de la classe paysanne.

Joseph II Empereur est certainement un des modèles du despotisme éclairé. Cette nouvelle conception du pouvoir était tout à fait dictée par les philosophes et les Economistes du XVIII^{me} siècle. Mais pour ce qui nous intéresse, c'est-à-dire la condition de la terre et des paysans sous ce règne, c'est le monarque réformateur que nous allons étudier. La grande école, dont l'Empereur adopta complètement les vues est l'école physiocratique. Ses principaux chefs en sont en France : Gournay, Quesnay et Turgot.

Nous connaissons tous cette importante doctrine et il est indispensable de la résumer ici à cause de sa répercussion sur la politique agraire en Autriche-Hongrie.

1^o) *Le produit net.*

La Société se divise en trois classes : 1^o) la classe productive qui est composée des Agriculteurs ; 2^o) la classe des propriétaires ; 3^o) la classe stérile formée par tous les

autres travailleurs (industriels, commerçants, professions libérales).

Il n'y a que les agriculteurs qui fassent partie de la classe productive, car seule la terre laisse un produit net qui est égal à la différence entre les richesses récoltées et les richesses qui ont été utilisées pour obtenir ce fruit. Les deux autres classes dites improductives n'étaient cependant pas inutiles, l'une, celles des travailleurs autres que le cultivateur transforme et rend utilisables des produits, mais elle ne crée pas un produit net, ce qu'elle crée est égal à ce qu'elle consomme, l'autre, celle des propriétaires, est la base de la production car c'est le propriétaire qui, par un travail long de plusieurs siècles, a façonné cette terre.

Ce produit net circule dans tous les organismes de l'Etat, mais comme l'origine de ce produit est la classe des agriculteurs, comme le seul élément producteur est la terre, il ne doit exister qu'un impôt unique qui doit frapper ce produit net.

Cet impôt assis sur la culture des terres sera perçu entre les mains du propriétaire.

2°) *L'ordre naturel.*

Il existe un ordre providentiel auquel les hommes ne doivent rien changer pour atteindre au plus grand bonheur. Il suffit pour le connaître d'écouter sa conscience : respect de la propriété, respect de l'autorité, respect de la liberté, de l'individu sont les fondements de cette théorie ; car l'homme ainsi libre agira selon son intérêt personnel qui est toujours le même que l'intérêt général.

Telle est rapidement exposée la conception physiocratique qui avait conquis le souverain qui, bien qu'un idéaliste désirait mettre ces idées en pratique le plus rapidement possible et c'est cette application que nous analysons

maintenant. Toutefois à côté de cet idéal économique, Joseph II avait adopté les idées des Philosophes du XVIII^{me} siècle, qui prêchaient un affaiblissement des ordres dits privilégiés de manière à ce qu'il n'y ait plus de distinction entre nobles et roturiers, égalité de droits, égalité devant l'impôt, égalité devant la justice.

Aussitôt qu'il prit effectivement le pouvoir, à la mort de sa mère Marie-Thérèse, l'Empereur Joseph II entreprit la réalisation de ses réformes, sociales, politiques et religieuses, nous laisserons de côté ces deux dernières, pour ne traiter que la Réforme sociale.

Un paysan Raab propose alors à l'Empereur une réforme importante consistant, de la part de l'Empereur et des grands Seigneurs à se dépouiller de leurs domaines au profit des petits cultivateurs dans la mesure où ceux-ci pourraient personnellement cultiver les parcelles créées. Raab réclamait en même temps la suppression radicale de la corvée.

Le système proposé obtint un certain succès grâce à l'appui de l'Empereur et même de certains Seigneurs qui y adhérèrent.

La constatation matérielle qui affirme la réussite partielle de cette tentative est la fondation de 119 villages. Ces villages étaient des agglomérations de maisons construites par les acquéreurs de parcelles des grands domaines qui avaient été lotis, conformément à la mise en application du système que l'on vient d'exposer. Nous pouvons certainement voir là un signe précurseur de la réforme foncière moderne.

Adversaire, en tant que disciple des philosophes du XVIII^e siècle, de la distinction des classes, dès 1780, il restreignit et définit les droits des Seigneurs, abolit les fidei-commis et les majorats et en 1781 prononça la

suppression du servage. Le paysan pouvait ainsi, et par là, Joseph II ne faisait que rappeler des prescriptions inobservées de l'Impératrice Marie-Thérèse, jouir de sa liberté personnelle, avoir le droit de se marier, de contracter librement, et en outre, conformément au système Raab, le Seigneur devait lui vendre à un prix équitable, la terre qu'il cultivait.

Son action financière fut guidée par deux considérations, tout d'abord par sa foi en la doctrine physiocratique et ensuite par cette idée, qui en est la conséquence, à savoir que l'agriculture, seul travail productif, devait évidemment être protégée.

Pour appliquer la grande règle de la doctrine physiocrate « Laissez faire, laissez passer » il supprima complètement les douanes intérieures ainsi que les impôts de consommation et gabelles, les droits corporatifs. Il établit un seul impôt qui frappait la terre.

Pour que cet impôt soit établi sur une base juste, selon la nouvelle répartition des terres, il ordonna de faire un nouveau cadastre. En 1789 une commission se mit à la tâche, mais composée de gens incompetents, après un travail de cinq ans, elle remit un travail imparfait, qui rendit la réforme financière difficilement réalisable et la fit partiellement échouer.

Une ordonnance de cette époque (10 Février 1789) vint réglementer la part de chacun dans le produit de l'agriculture.

Le roturier, fermier, en tous cas non propriétaire, a droit à 70 % de revenu brut de la terre, quant aux 30 % restant ils reviennent : 18 % au propriétaire : Seigneur ou clergé, 12 % à l'Etat sous forme d'impôt.

Pour protéger cette agriculture qui seule laissait un produit net et qui par là même, seule pouvait payer l'im-

pôt, l'Empereur établit un tarif douanier le 24 Août 1784 dans lequel il prohibait l'importation de nombreuses denrées étrangères et imposa aux autres des droits écrasants.

Le paysan qui commençait à jouir de la liberté et d'une situation matérielle meilleure sentit encore sa fortune protégée par une ordonnance en 1834. Cette ordonnance tout en prescrivant l'établissement d'un nouveau cadastre, fixait à 16 % du revenu net la part du roturier, et cette part devait être prélevée la première de manière à ce que le cultivateur en put, en aucun cas, en être privé ou de manière à ce que la part de ce roturier ne soit jamais réduite à rien, ainsi qu'il se produisait sous le précédent état de choses.

CHAPITRE VIII

LE MOUVEMENT NATIONAL DE 1848

Malgré les réformes successives et les multiples ordonnances que l'on a notées sous les règnes de Marie-Thérèse et de Joseph II qui avaient pour but l'amélioration du sort des paysans, il existait encore une grande distinction de classes et les idées libérales qui pendant un temps, avaient eu une heureuse influence en Autriche, en furent chassées sous les Empereurs qui dirigèrent le pays depuis 1790 et principalement à cause du Ministre Metternich.

Les différentes races composant l'Empire depuis quelque temps déjà s'étaient éveillées et un souffle nationaliste semblait vouloir s'élever. Les Slaves sous l'influence du poète Kollar semblaient vouloir s'unir.

La Révolution Française émut l'Empire entier. La Hongrie le 3 Mars 1848 exigea son autonomie. Huit jours après, le 11 Mars, une demande analogue fut formulée par le Comité de pétition des notables de Prague qui réclamait : l'union de la Moravie, de la Silésie à la Bohême, une administration spéciale et l'amélioration du régime

des paysans. Puis on insiste pour obtenir la reconstitution de la Couronne de Bohême avec une Diète centrale et unique siégeant à Prague, enfin la reconnaissance des deux nationalités, l'égalité des langues slaves et allemandes, la suppression complète des corvées, souvenir de la féodalité, enfin l'autonomie des Communes.

Une députation alla porter ces réclamations à Vienne, elle n'y fut pas mal reçue et l'on promit beaucoup, mais quand le danger général fut conjuré, l'Empire, le 25 Avril, publia la Nouvelle Constitution qui ne tenait aucun compte des engagements que le Pouvoir avait pris envers la Bohême. Néanmoins un Congrès Slave fut réuni à Prague, mais sa durée fut éphémère car il fut dissous par la force à la suite d'une émeute provoquée par des Agents Magyars et toutes les concessions faites aux Tchèques furent rapportées.

Qu'il nous soit permis de noter cependant un résultat, le seul qui fut obtenu à la suite de ces événements. C'est l'abolition définitive du servage le 7 Septembre 1848. Cette mesure, proclamée depuis longtemps, mais à laquelle l'hostilité de certains gouvernements et des Seigneurs s'était toujours opposée et qui en fait, n'avait pas été réalisée, fut cette fois définitivement établie.

L'Histoire de la Bohême pendant la période qui sépare 1848 à 1914 est celle d'une province quelconque de l'Empire d'Autriche. Il nous suffit de signaler que la race Slave n'a pas cessé de réclamer un traitement plus en rapport avec son importance numérique dans l'Empire. Devant le refus perpétuel des gouvernements, refus dont les Allemands étaient les instigateurs, ils se sont refusés longtemps de siéger au Parlement. Depuis 1891, des Tchèques y sont entrés, ils y étaient nombreux et ils y ont gardé leur importance jusqu'à la dissolution de l'Empire.

Depuis 1848 nous avons constaté l'abolition du servage et cette fois le paysan est bien devenu un homme libre, dans tous les pays, d'ailleurs, le suffrage universel est établi et l'on ne connaît plus l'ancienne différence entre les classes dites privilégiées et celles des roturiers. Aussi ne pouvons-nous plus trouver dans la période qui termine l'histoire d'événements venant modifier la situation du paysan.

Depuis 1848 l'Etat n'a rien fait qui puisse intéresser l'Histoire de la future Tchécoslovaquie. Mais bien avant cette époque et à un moment où les pouvoirs publics ne s'occupaient pas de ces questions, une société s'était fondée à titre privé en 1770, sous le nom de « Société d'Agriculture et des Arts libéraux pour le Royaume de Bohême ». En 1788 elle prend un titre nouveau « Société d'Economie Sociale ».

Cette société avait pour but la Réforme de l'Agriculture, soit pour son exploitation, soit pour le mode de travail. En fait, elle préconisa et fit entrer en application certains systèmes d'amélioration du sol, particulièrement en introduisant les résultats obtenus par les sciences et notamment la chimie, dans le domaine de l'Agriculture. Elle fit introduire en Bohême des produits nouveaux et encouragea l'élevage des races importées de l'étranger par sélections et croisements.

C'est sur les directives et l'appui de cette Société, qu'en 1827, les Frères Veverka découvrirent la charrue moderne, et la construction de cet instrument aratoire n'a subi depuis cette invention, aucune transformation importante.

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude historique, avec l'évolution de la terre au point de vue économique

et de la situation matérielle des paysans. Il nous a fallu parfois, soit pour donner quelques précisions sur une période, soit pour renforcer l'impression qu'il s'agit là d'une race opprimée par l'Empire, insister sur certains détails historiques. Ce qu'il faut en dégager et retenir, c'est qu'il s'agit d'un pays où l'agriculture tient la toute première place. La classe paysanne a toujours été l'ossature de ce pays. Le paysan a travaillé la terre, mais serf, il y a souvent été attaché matériellement par un joug si opprimant qu'il s'en désintéressa complètement. Depuis que l'Etat a peu à peu relâché le lien qui l'y tenait attaché, il ne l'a point abandonnée, et homme libre, il a continué avec un tout autre esprit, à exploiter ce sol fertile et fécondant. Il en a fait un grand pays producteur et c'est une de ces rares nations merveilleusement équilibrées, dans laquelle la place de l'agriculture et celle de l'industrie sont maintenant en parfaite harmonie.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉFORME AGRAIRE

Nous avons laissé les territoires de Bohême, de Moravie et de Slovaquie en 1848, et nous les trouvons tels quels en 1918 dans la Tchéco-Slovaquie, née du démembrement des Monarchies. En effet, au point de vue économique et social, on ne peut signaler aucun changement, et en fait la vieille distinction entre les petits propriétaires et les grands Seigneurs possesseurs d'immenses étendues de terre, a conservé dans ces contrées la même opposition que du temps de la féodalité. Le Système de Raab, n'a eu, nous le savons, qu'une réussite partielle, et les anciennes latifundia subsistèrent avec leur même étendue.

Ces grands domaines appartiennent à la noblesse, Seigneurs descendants soit des Grands Slaves qui depuis toujours ont habité le terroir, soit des héritiers des vainqueurs de la bataille de la Montagne Blanche (1620) que

les Habsbourg avaient récompensés des services rendus avec les terres confisquées aux vaincus. On ne faisait d'ailleurs plus de distinction dans les milieux agraires entre ces deux sortes de propriétaires et la meilleure confirmation de cette opinion qui puisse être donnée est que, dans la réforme agraire de 1919 que nous allons étudier au cours de cette seconde partie, on n'a fait entre eux aucune différence.

Signalons cependant, puisque nous examinons actuellement le traitement auquel ont été soumis les Seigneurs des Latifundia dans la Réforme de 1919, qu'il y a une exception pour une qualité de propriétaires: il s'agit des membres de l'ancienne famille régnante. Il a été décidé que, spécialement et uniquement pour eux, les sommes qui auraient dû leur être remises à titre d'indemnité seraient versées aux Fonds des réparations interalliées à cause des obligations prises par les gouvernements lors de la signature du traité de Paix.

Avant de passer à la Réforme elle-même, il nous faut rapidement étudier quelle était la répartition de cette terre à la fin des hostilités. Nous verrons par quelques chiffres que dans ces pays, la petite propriété n'existe pour ainsi dire pas, et que la grande propriété a conservé en fait, l'importance qu'elle avait eue en France au Moyen-Age.

Dans la région formée par la Bohême, la Moravie et la Silésie, il y avait 1.409.457 propriétés de deux hectares au plus. Or, nous devons constater qu'une propriété d'une importance aussi minime est notoirement insuffisante pour entretenir un foyer, une existence indépendante, d'où la nécessité de travailler en dehors de sa terre, dans les grands domaines. Ces propriétés formaient par leur nombre, 70 pour 100 du total des pro-

priétés, mais leur étendue n'occupait que 6,49 pour 100 du sol total de ces régions.

Dans d'autres régions: Slovaquie et Russie Subcarpathique la répartition du sol était analogue, les propriétés de 10 arpents (cinq hectares soixante-quinze) au moins, étaient au nombre de 401.685 soit 73 pour 100 du total des propriétés, mais leur superficie était de 1.448.624 arpents soit 16,3 pour 100 de la surface des terres de ces provinces.

Par contre, dans l'ensemble de ces pays, il suffit de savoir que deux mille propriétaires possédaient à eux seuls 33 pour 100 de l'étendue du pays, soit le tiers, pour se faire un tableau exact de l'importance de ces vastes domaines et de la fortune considérable de leur propriétaire.

Les exploitants du sol, ne pouvaient que subir les conditions misérables dans lesquelles ils vivaient et dans une idée commune, ils maudissaient tous leurs oppresseurs quels qu'ils fussent.

Les conséquences de cette situation étaient déplorable et se manifestaient sous trois formes.

1°. Une émigration de Tchécoslovaques vers l'Etranger d'une importance effrayante, les chiffres mieux que tout en montrent l'extrême gravité.

De 1891 à 1900 197.373 émigrants par an,

De 1900 à 1910 283.444 émigrants par an.

Aujourd'hui encore, et malgré l'amélioration considérable apportée aux conditions sociales agraires par la réforme de 1919 on compte près de 2.300.000 émigrés Tchèques à l'Etranger.

2°. La formation d'un prolétariat agricole considérable, qui avait pour conséquence une grosse influence sur

la qualité et la quantité des produits de la terre et qui était un véritable danger pour la vie sociale.

3°, La raréfaction de quelques productions capitales à la vie d'un pays. La grande exploitation qui se consacre particulièrement à la culture des céréales, néglige complètement certains produits plus difficiles à exploiter dans un vaste domaine. Aussi y avait il une véritable disette en ce qui concerne les œufs, le lait, les fruits, les légumes, la viande par exemple.

Ayant ainsi un tableau de la situation agricole de la Tchécoslovaquie au lendemain de la guerre nous comprenons aisément les motifs qui ont poussé ce nouveau pays, qui venait de conquérir son autonomie politique après une longue, très longue domination de l'Empire, à vouloir établir chez lui un régime plus en rapport avec les idées sociales actuelles. Ayant secoué le joug politique, il lui fallait se défaire de la féodalité foncière qui subsistait et c'est pourquoi, dès sa formation, le premier acte de cette jeune République fut la Réforme foncière de 1919 que nous allons dès maintenant étudier au point de vue juridique.

Nous traiterons après d'un ensemble de lois accessoires touchant la terre et le monde agricole.

Ayant vu la réalisation de ce programme, nous étudierons dans une troisième partie les résultats obtenus.

CHAPITRE I

LA RÉFORME FONCIÈRE

Loi du 16 Avril 1919

L'Assemblée Nationale vota le 16 Avril 1919, la loi sur la réforme foncière que nous allons étudier dans le présent chapitre, elle y attribuait une telle importance qu'elle en fit une loi constitutionnelle, la mettant ainsi à l'abri de toutes les fantaisies des gouvernements et des Chambres.

Pour étudier cette importante loi d'une manière rapide et claire nous en diviserons l'étude en 9 paragraphes, au cours desquels seront signalées, le cas échéant, les lois postérieures, venues pour préciser l'application de la loi constitutionnelle de 1919.

§ A — EXPROPRIATION DES GRANDS DOMAINES

Toute propriété de plus de 150 hectares de terres arables ou de plus de 250 hectares de terres diverses est placée sous le régime de la « Saisie ». Tel est le principe fondamental de la loi.

La réforme touche donc ainsi tous les propriétaires, quels qu'ils soient, ainsi qu'il a été signalé dans la précédente introduction et peu importe leur nationalité ou leur origine.

Ces terres sont placées sous le régime de la « Saisie », quel sens faut-il donner à ces termes ?

La saisie en droit français, est la main-mise par le créancier sur un meuble ou un immeuble de son débiteur pour obtenir par la vente de l'objet saisi le remboursement de la créance.

La « Saisie » dont nous parlons actuellement ne peut être de même nature puisqu'il n'y a pas de créance, par conséquent ni créancier ni débiteur. Cependant, nous allons trouver quelques points communs à ces deux actes juridiques différents, portant le même nom.

Il s'agit dans la saisie Tchécoslovaque d'une confiscation de la propriété par l'Etat. Ce domaine reste confisqué mais il n'est point obligatoirement partagé immédiatement, ni réparti à de nouveaux propriétaires, il peut fort bien rester à la disposition du grand propriétaire pendant longtemps et en fait, il en fut ainsi très fréquemment. Le propriétaire du domaine confisqué ne peut plus en jouir librement et ne peut plus en disposer à sa guise.

A partir du jour de la mise en application de la loi, la liberté du propriétaire est entravée et de nombreux actes juridiques lui sont interdits, tels la vente, l'affermage, l'hypothèque et le lotissement. Néanmoins le propriétaire qui veut accomplir une de ces opérations peut s'en faire autoriser par l'Office Foncier National, organisme créé par la loi de 1919, chargé de son application et dont l'étude fera l'objet du paragraphe I. L'Office Foncier

National est seul juge pour savoir et décider si l'opération en vue est, ou n'est pas, en conformité avec la loi.

Les propriétaires des terres ainsi « Saisies » sont obligés, tant que l'Etat ne les leur retire point, de les cultiver, et cette exploitation doit être faite d'une façon convenable. Aussi l'Etat qui a le contrôle de ce maintien de la culture des domaines saisis, a-t-il fait nommer des séquestres, personnages dont la mission est de surveiller d'un manière permanente les agissements des propriétaires et de signaler à l'Office Foncier tout ce qui ne serait pas en conformité avec la Réforme.

Il faut signaler quelques exceptions à la règle générale exposée au début de ce paragraphe, concernant l'étendue des domaines « Saisis ».

Il peut y avoir quelques cas dans lesquels on porte la grandeur maximum du domaine jusqu'à 500 hectares, sans qu'il soit « saisi », mais il faut en obtenir l'autorisation qui est accordée par l'Office Foncier. L'étude des cas où cette autorisation est accordée est trop spéciale pour entrer dans le cadre de notre exposé.

Sont, d'autre part, exclues complètement de la réforme, les constructions et installations de toute nature.

La réforme de 1919 a ainsi saisi plus de 4.000.000 hectares qui forment approximativement les 2/7 de la superficie totale de la Tchécoslovaquie. Les chiffres sont éloquentes et disent l'importante modification du régime agraire qui a été apportée.

§ B — INDEMNITÉ POUR LES PROPRIÉTÉS SOUMISES AU TRANSFERT

Le but de la saisie, dont la définition a été donnée au précédent paragraphe, est d'aboutir à un morcellement

des grands domaines et, par une distribution à des mains nouvelles, développer une classe nombreuse de petits et moyens cultivateurs. Normalement les domaines saisis passent à de nouveaux propriétaires. Quelle indemnité a été payée à ceux qui ont été expropriés, telle est la question que l'on va maintenant étudier?

Cette question était particulièrement difficile à résoudre. Un principe certain était à la base, il s'agissait d'une réforme sociale et économique et non d'une révolution, par conséquent, il était indiscutable qu'une somme d'argent serait payée pour indemniser les propriétaires déposés.

Pour calculer cette indemnité on devait et on a tenu compte de divers facteurs tenant à deux idées bien différentes : le change et l'économie agricole.

L'expression qui vient d'être employée : change, signifie ici non pas exactement la valeur de la monnaie nationale tchèque comparée aux monnaies étrangères, mais plutôt l'augmentation de valeur des biens fonciers résultant de la dépréciation de la monnaie.

La Réforme a eu lieu en 1919, et les rapports commerciaux qui viennent de reprendre ont montré que certaines devises, dont la couronne Tchèque, avaient perdu de leur valeur par rapport à des monnaies dont les pays étaient plus riches, c'est-à-dire qui n'avaient pas subi tout au moins au point de vue financier, les conséquences de la guerre. Les domaines saisis ont donc été estimés sur un prix de base et on leur a ajouté un surplus de valeur de 15 pour 100 représentant la hausse des biens fonciers.

Comme prix de base on a décidé de prendre ceux des ventes amiables des années les plus récentes d'avant-guerre, soit 1913-1915; ainsi on avait les valeurs réelles des terres, avant guerre. A ce prix de base on a ajouté une

valeur égale à 15 pour 100 ainsi qu'il vient d'être indiqué.

Le second facteur dont on a tenu compte, est, nous l'avons vu, l'économie agricole. Dans une réforme aussi vaste, touchant des étendues de terrains si considérables et par là même de qualités si différentes, il était impossible d'une part, de fixer un prix général qui serait alloué à tout propriétaire quel que soit le rendement de son sol, d'autre part, de calculer, spécialement pour chaque domaine, la valeur de celui-ci et de donner une indemnité aussi spéciale à chacun des propriétaires, il fallait trouver un moyen terme, c'est ce qui a été fait : le territoire de toute la République a été réparti en quatre régions de production suivant les cultures qui y étaient pratiquées et dont les types étaient : betteraves, blé, pommes de terre, paturages.

Pour les forêts saisies, le même système a été appliqué, mais au point de vue valeur réelle, des distinctions spéciales ont été faites et les différentes catégories ont été établies suivant les qualités du sol, l'essence, l'âge et la densité des arbres.

L'évaluation de chacune des propriétés saisies, d'après les bases ci-dessus indiquées, est faite sous la surveillance de l'Office Foncier National par des experts assermentés (loi du 13 Juillet 1922).

Outre ces règles générales il y a des situations spéciales qui peuvent faire augmenter ou diminuer les chiffres normaux, il faut maintenant les passer rapidement en revue.

Il existe tout d'abord une diminution de l'indemnité pour les domaines d'une étendue très considérable, c'est le rabais dit « de Latifundia », toutefois la grandeur minimum de ces domaines sujets à rabais est très élevée : 1.100 hectares.

Il existe un autre rabais dit « de retard » lorsque le propriétaire saisi conserve pendant longtemps — plusieurs années — (et cela s'est produit très souvent comme il l'a été signalé dans le paragraphe A) la jouissance de son domaine. Ce rabais est calculé d'après les bénéfices que laisse au propriétaire, cette prolongation apportée à son droit de propriété.

Par contre, dans certains cas, il a été prévu une augmentation à l'indemnité normale : ce surplus d'indemnité doit uniquement rembourser au propriétaire des dépenses qu'il a faites et par lesquelles il a apporté une amélioration au fond saisi.

Il y a encore lieu à un surplus d'indemnité lorsque des dépenses ont été faites en vue d'une récolte (semence-engrais) et que le domaine est enlevé au propriétaire avant cette récolte.

Telles sont les conditions et l'esprit avec lesquels la Réforme a été réalisée. On a prévu, autant que possible lorsqu'il s'agit d'une mesure aussi générale, les différents cas qui doivent occasionner une modification au tarif normal, et on a agi là avec une méthode et un calme qui prouvent que l'on est ici bien en face d'une Réforme législative voulue et constructive et non en présence d'une Révolution destructive.

§ C — MODES DE PAIEMENTS

L'Office Foncier National chargé de l'application de la loi est également chargé de régler les indemnités aux propriétaires expropriés.

Les sommes dues pour indemniser les anciens propriétaires étaient très importantes et l'état financier de la nouvelle République ne pouvait permettre de régler im-

médiatement en argent les sommes dûes, aussi posa-t-on comme principe que l'on donnerait une rente d'Etat.

La loi du 8 Avril 1920 créait pour ce faire une rente portant 3 pour 100 d'intérêt et remboursable en 200 ans, en servant un surplus de $1/2$ pour 100. Le taux de l'intérêt ayant augmenté peu de temps après, une nouvelle loi porta le taux de l'intérêt de cette rente à 4 pour 100 tout en maintenant le surplus $1/2$ pour 100 pour l'amortissement du capital (loi du 3 juillet 1922).

Cette rente se faisait sous la forme de l'inscription au Livre des Indemnités qui était tenu par la Banque des Indemnités, auxiliaire de l'Office Foncier National.

L'Office a d'ailleurs la faculté d'offrir au créancier de régler l'indemnité par une somme d'argent, mais celui-ci pouvait à son gré accepter ou refuser tout en demandant, dans ce dernier cas, son inscription au Livre des Indemnités, application de la règle normale.

La Banque des Indemnités pouvait en offrir le règlement avec une avance de trois mois et en outre cette banque était chargée d'assurer l'application normale des hypothèques.

Les créanciers hypothécaires des propriétaires dépossédés et portant sur des domaines saisis sont remboursés par l'Etat au moment de la reprise du domaine, et cette somme est évidemment prélevée sur l'indemnité du propriétaire, ou à son gré, le créancier peut demander son inscription, pour une somme correspondante au Livre des Indemnités au lieu et place du propriétaire.

Par ce moyen le coût de la Réforme est reporté sur une longue période, 200 ans, et, l'Etat qui n'aurait pu supporter surtout à un semblable moment de crise financière, le règlement immédiat des indemnités considérables qui devaient être versées pour l'application d'une loi qui ex-

proprement une superficie égale au $\frac{2}{7}$ de la Tchécoslovaquie, inscrit tous les ans à son budget une somme relativement faible pour l'amortissement de la rente nouvellement créée et sert un intérêt très modique pour la période.

§ D — DISTRIBUTION DES TERRES SAISIES

Avant d'étudier la deuxième partie, la partie constructive de la loi, il nous faut faire une distinction. Certains domaines par leur nature ne connaissent pas ce second stade. Ils ne sont pas morcelés et distribués. Une fois confisqués par l'Etat, ils resteront propriété de l'Etat, ce sont les forêts qui toutes, lorsqu'elles dépassent l'étendue limite étudiée ci-dessus, font partie du domaine National.

Si l'on a ainsi fait une distinction entre toutes les terres (à l'exclusion des forêts) et les forêts, et si l'on a établi pour cette dernière catégorie une exploitation si différente, c'est pour des raisons économiques.

La forêt en effet, pour être exploitée de la manière la plus rémunératrice et la plus parfaite au point de vue rendement, exige une grande étendue, car il faut un propriétaire riche. Les coupes doivent être organisées méthodiquement et il est possible qu'une forêt reste pendant plusieurs années consécutives sans rapporter la moindre chose à son propriétaire, elle n'admet donc pas la petite propriété. En outre, les travaux qu'elle nécessite sont mieux exécutés par une grosse entreprise que par un petit travailleur.

Pour plus de clarté dans l'exposé du sujet, toutes les fois que des renseignements statistiques ou autres seront fournis par chiffres ou pourcentages, ces indications viseront toute la terre, sauf les forêts, à moins d'une mention spéciale.

La forêt occupe en Tchécoslovaquie de vastes emplacements et leur nationalisation a rendu l'Etat propriétaire de grands territoires. Quelques chiffres préciseront l'importance et l'étendue des superficies ayant échappé à la seconde partie de la Réforme, la distribution des terres.

Bohême	1.569.092	Ha de forêts	30,13 %
Moravie-Silésie	796.284	—	29,90 %
Slovaquie	1.670.489	—	34,15 %
Russie Subcarpathique .	619.046	—	48,85 %

Toutes les autres terres ont été divisées en parcelles et ont été distribuées. Une importante distribution de terres résulte de la loi du 30 janvier 1920 et les propriétés individuelles ainsi attribuées avaient une étendue de 6, 10, 15 hectares.

Les bénéficiaires de la loi sont de deux catégories, d'abord des individus, ensuite des groupements de natures différentes.

Les individus qui ont bénéficié de ces distributions sont, soit ceux qui, par leur situation sociale, sont susceptibles de créer une classe possédante stable et pondérée, soit des invalides de guerre ou anciens combattants; donc les nouveaux propriétaires seront pris parmi les cultivateurs et artisans, les prolétaires ruraux ayant fait partie des légions, les invalides.

Les groupements qui reçoivent des terres saisies peuvent être répartis en trois types:

1°. Les groupements coopératifs de toutes espèces: coopératives d'habitation et de consommation, coopératives agricoles.

2°. Des groupements administratifs tels les Communes, certains établissements ou associations publiques.

3°. Des institutions scientifiques et établissements humanitaires ou de bienfaisance.

L'exploitation collective n'a d'ailleurs pas eu grand succès et une trentaine de coopératives agricoles seulement ont reçu des lots.

Le but de la réforme est de faire ou de renforcer les individus propriétaires, et en fait, le nombre des propriétaires nouveaux est d'environ 400.000, soit 16 pour 100 des personnes vivant de l'agriculture.

Les anciens propriétaires ont reçu à eux seuls plus de la moitié des terres transférées et parmi eux, sur la part, qui leur a été affectée, les deux tiers du sol ont été attribués à des familles déjà propriétaires ayant plus de cinq hectares.

Les cultivateurs sans terre prennent part à cette distribution (ce sont les anciens militaires, les invalides) et en fait, 18 pour 100 des terres distribuées leur a été affecté.

Les anciens cultivateurs à baux emphytéotiques ont été déclarés propriétaires.

Dans les propriétés saisies et démembrées les bâtiments et les terres les entourant, qui font partie du même lot, forment la propriété souche, celle-ci peut être donné à bail, et de préférence on doit l'attribuer aux anciens employés de la ferme saisie (loi du 11 mars 1922).

Il est facile de se rendre compte que par l'effet de la Réforme, la classe des petits et moyens propriétaires qui n'existait pour ainsi dire pas en 1914, est venue prendre rapidement une place importante dans l'Etat. Ce résultat a été, lui aussi, voulu par la loi.

§ E --- ACQUÉREURS DE DOMAINES RÉSIDUELS

Les acquéreurs dont on vient de parler, n'ont généralement reçu qu'une partie du domaine saisi, tout le reste constitue une partie, importante souvent, qu'on appelle « Domaine résiduel ». Ces terres sont attribuées à des petits agriculteurs et aux familles qui ne possédaient rien, ceux que l'on a appelé les « Sans terres ». Néanmoins, on a apporté ici un droit de préférence en faveur de ceux qui exploitaient le domaine. Ainsi, ces domaines résiduels sont devenus la propriété, en règle générale, et ceci a été voulu par la loi, des anciens métayers ou des ouvriers agricoles qui y étaient employés.

D'autre part, et pour encourager et développer, par un autre moyen cette classe de petits et moyens agriculteurs tant favorisés par la loi de 1919, on a permis et souvent encouragé les échanges dans les régions où il n'y a pas de propriétés touchées par la Réforme. Par l'échange, en effet, les propriétaires de petites parcelles de terre disséminées dans des étendues plus ou moins éloignées, pourront former un ensemble plus important qui permettra une exploitation plus pratique, plus simple et surtout plus économique. Notons d'ailleurs, qu'après guerre, en France, on a encouragé ces reconstitutions de la propriété paysanne par le système de l'échange et pour parvenir à ce but le gouvernement a diminué, dans des conditions exceptionnelles, le taux des droits d'enregistrement qui étaient applicables dans ces circonstances.

Le tableau suivant indique avec précision comment ces domaines résiduels ont été distribués et la qualité des acquéreurs.

TABEAU N° 1

**TABEAU STATISTIQUE FAISANT RESSORTIR
LES CATÉGORIES DES ACQUÉREURS DE
DOMAINES RÉSIDUELS**

CATÉGORIE D'ACQUÉREURS	DOMAINES RÉSIDUELS REDISTRIBUÉS	
	NOMBRE	POURCENTAGE
Anciens fermiers	329	22,3
Anciens employés	591	40,2
Agriculteurs	168	11,4
Echange contre terre non saisie	105	7,1
Etat	54	3,7
Communes	35	2,4
Corporations publiques	35	2,4
Coopératives agricoles	46	3,1
Institutions de bienfaisance	8	0,5
Autres postulants	68	4,6
Légionnaires	34	2,3
	1.473	100

§ F — FONDS INDIVIS

Pour protéger le propriétaire contre lui-même, la Réforme a prévu la création possible d'un bien de famille, appelé bien indivis. Cette forme spéciale de la propriété ne peut être donnée qu'à de petites terres, et correspond complètement à notre institution française bien connue qui porte le nom de Bien de famille, il s'agit là d'une sorte de Fidei commis rural.

Les limitations apportées au droit de propriété courante sont les suivantes: inaliénabilité, insaisissabilité, impossibilité d'hypothéquer et de donner à ferme, sauf autorisation exceptionnellement accordée par l'Office National Foncier.

§ G — CRÉDITS AUX ACQUÉREURS DE TERRE

Ces distributions de terres avaient été faites naturellement à titre onéreux, et l'acquéreur devait payer le lopin de terre qu'il avait obtenu au prix qui avait servi de base pour indemniser le propriétaire saisi. L'Etat n'a joué que le rôle d'intermédiaire, payant d'une part un objet qu'il cédait, recevant d'autre part le prix coûtant.

Mais ces acquéreurs, de conditions très modestes, n'avaient pas les disponibilités nécessaires. La loi de 1922 a créé pour eux une organisation spéciale : le crédit.

Ces crédits étaient largement ouverts puisqu'ils pouvaient atteindre 90 % du prix de la terre acquise et 50 % de la valeur des immeubles ou des frais de construction.

Exceptionnellement il était même possible d'accorder des avances supérieures à 90 % lorsque les emprunteurs étaient des légionnaires invalides ou leurs veuves.

Ces crédits étaient avancés par trois catégories de Sociétés : les Syndicats, les coopératives de crédit et les établissements de crédit.

L'Office Foncier assurait le contrôle et veillait particulièrement sur les domaines ainsi acquis, qui ne devaient point être aliénés avant vingt ans, et, le montant des fonds de roulement affectés à ces crédits qui ne pouvaient dépasser deux cents millions de couronnes. Signalons en outre qu'un crédit supplémentaire de vingt millions était ouvert pour encourager la colonisation intérieure.

Les crédits ainsi ouverts fin 1925 en vertu de cette réglementation étaient les suivants :

I. — CRÉDITS D'ACQUISITION

a) Crédit hypothécaire privé, accordé par les établissements de crédit en vertu d'un accord avec l'Office Foncier : 5 millions de couronnes.

b) Crédit hypothécaire accordé par des établissements de crédit (privés et publics) avec garantie de l'Etat pour les pertes éprouvées: 800.000 couronnes.

c) Avances à court terme par l'Office Foncier avec intérêt de 5 % à 6 %: 68 millions de couronnes.

d) Crédit hypothécaire à long terme accordé par la Banque des Indemnités pour la réforme foncière avec intérêt à 5 et 6 %: 16 millions de couronnes.

II. — CRÉDITS D'EXPLOITATION

a) Crédit privé, avec garantie de l'Etat pour 50 % des pertes: 2 millions de couronnes.

b) Crédit attribué sur fonds généraux pour l'encouragement de la colonisation intérieure: 18 millions de couronnes.

III. — CRÉDITS DE CONSTRUCTION

L'Office Foncier a accordé par l'intermédiaire de la Zéniska Banka: 28 millions de couronnes de crédit.

Le montant total des crédits a donc atteint le chiffre de 184.800.000 couronnes.

§ II — MESURES PRISES POUR PROTÉGER LES EMPLOYÉS DES TERRES SAISIES

Les nombreux domestiques et journaliers employés sur les latifundia saisis se trouvèrent ainsi sans travail (les nouveaux propriétaires exploitaient eux-mêmes). Il était du devoir de l'Etat de leur venir en aide. Quatre systèmes de compensation ont été employés suivant les cas:

1^o) Des terres leur ont été distribuées (voir ci-dessus paragraphe D et E de ce chapitre).

2^o) On s'est efforcé de leur trouver un travail correspondant avec leur ancienne profession en leur donnant des situations matérielles équivalentes.

3°) Souvent il leur a été alloué des indemnités en espèces.

4°) Ils ont bénéficié d'une pension de vieillesse et d'invalidité (loi d'indemnisation, articles 72-75-77. Décrets Gouvernementaux du 21 Octobre 1922 et du 8 Février 1923 et du 29 Août 1924).

En 1925, il avait été accordé, au titre de ces divers avantages, une somme d'environ : 90 millions de couronnes. Mais depuis cette date des secours ont été à nouveau donnés. Le tableau 9 (que l'on trouvera à la fin de cette seconde partie) indique les derniers résultats connus et la forme sous laquelle ces indemnités ont été accordées pour chaque catégorie de travailleurs.

§ I — L'OFFICE FONCIER NATIONAL

Au cours des précédents paragraphes, nous avons parlé à plusieurs reprises de l'Office Foncier National. A la fin de cette analyse de la Réforme agraire, il faut connaître un peu ce qu'est cet organisme.

Créé par la loi du 11 Juin 1919, l'Etat Tchéco-Slovaque l'a chargé de réaliser la Réforme.

A sa tête se trouvent un Président et deux Vice-Présidents, nommés les uns et les autres par le pouvoir exécutif. Une surveillance parlementaire est exercée par douze membres élus par les Chambres.

Les attributions de cet Office sont extrêmement vastes et englobent tout ce qui se rapporte à la Réforme. Ci-dessus nous avons vu quelques-unes de ses fonctions. Rappelons simplement ici que c'est lui qui fixe sans appel possible le chiffre des indemnités allouées en cas de contestations.

A côté de cet Office National il a été créé 11 offices de District auxquels on a délégué une partie des attributions de l'Office National. Ces Offices de District ont eux-mêmes

des Commissaires de Distribution au nombre de 53. Les attributions de ces derniers n'ont pas besoin d'être indiquées, le nom seul de ces fonctionnaires montre quelles elles étaient.

RÉSULTATS PRATIQUES

Au cours de cette étude de la Réforme Foncière, je n'ai fait qu'exposer les principes. A part quelques rares exceptions je n'ai point indiqué les résultats. Il est impossible de rester ignorant plus longtemps sur l'aboutissement de cette importante législation.

La réalisation même de la Réforme n'a pas été faite en une seule étape. Ce tableau montre sa marche même et son importance :

TABLEAU N° 2

SITUATION DE LA RÉFORME AGRAIRE A LA FIN DE LA RÉFORME

OPÉRATIONS	HECTARES DE TERRE DE CUL- TURES	HECTARES DES AUTRES TERRES
Superficie du sol saisi d'après le recensement officiel de l'Office foncier	1.229.688	2.733.376
On estime qu'il restait au propriétaire en vertu de l'article 11 de la loi de saisie comme minimum légal	302.871	187.567
On disposait donc d'une superficie du sol saisi égale à	470.327	2.545.809
Dont il a été définitivement racheté en 1924 et distribué	926.817	184.383
A la fin de 1925 le programme prévoyait le partage de	253.000	97.000
A la fin de 1925 la réforme s'achevait sur les chiffres suivants	203.490	2.264.426

Pour donner les résultats de la Réforme Foncière, tels qu'ils étaient connus en 1930, nous avons placé à la fin de cette seconde partie, un tableau (N° 10) donnant des chiffres précis.

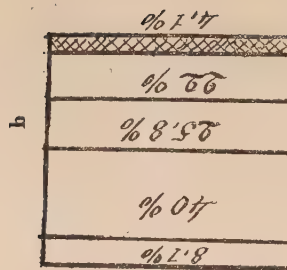
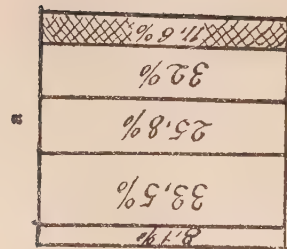
Ce tableau ne porte que sur deux pays, la Bohême et la Moravie-Silésie, et fait ressortir les résultats obtenus par chaque Office de District. Il indique, et c'est ce que nous avons voulu, comment, après un travail de onze ans, ces terres avaient été réparties. Sur l'étendue totale des domaines saisis, la plus grande partie a reçu une affectation définitive : nouveaux propriétaires, restitution aux anciens propriétaires (pour effectuer certaines opérations, pouvant être autorisées par l'Office Foncier) le reste encore important, demeure soumis à la saisie.

Mais ce qui est plus intéressant est la constatation des modifications apportées dans l'Agriculture.

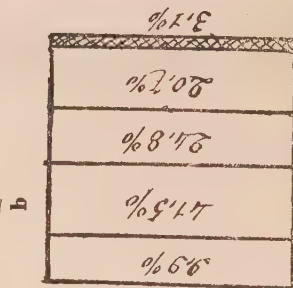
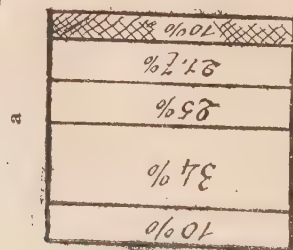
Il est facile de remarquer que ce sont surtout les entreprises de 2 à 10 hectares qui ont bénéficié le plus de la Réforme. Qu'il s'agisse de leur nombre, des capitaux qui y sont engagés ou de l'importance de leur production, constatons que les propriétés d'une étendue variant entre 10 et 100 hectares n'ont subi aucun changement appréciable. Que les domaines de plus de 100 hectares ont perdu toute leur importance et n'existent pour ainsi dire plus.

TABEAU N° 3

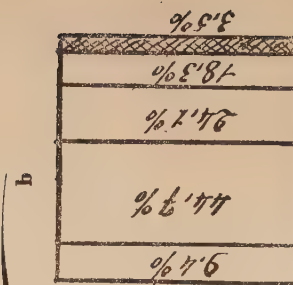
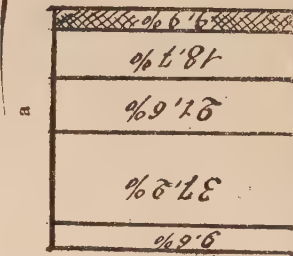
Répartition des terres



Capitaux engagés



Production



Modifications dues à la Réforme Foncière. — Morcellement de 400,000 hectares de grands domaines en petites propriétés. Les carrés « a » indiquent la situation avant la Réforme. — Les carrés « b » indiquent la situation après morcellement.

DEUXIÈME CHAPITRE

LOIS COMPLÉMENTAIRES DE LA RÉFORME FONCIÈRE

A côté de la loi de 1919, d'autres dispositions sont venues modifier l'agriculture en Tchéco-Slovaquie. Ces dispositions vont être très succinctement exposées, et dans les deux subdivisions de ce chapitre nous étudierons successivement :

I. — DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE ;

Qu'il s'agisse soit des améliorations foncières, soit des procédés de culture.

II. — LES LOIS RURALES AGRICOLES.

I. — DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Pour la commodité de l'exposé, cette rapide étude sera divisée en quelques paragraphes dans lesquels seront réunies toutes les lois ayant un même but.

§ I — AMÉLIORATIONS FONCIÈRES

Certaines dispositions avaient été prises sous l'ancien régime concernant :

1°) Le régime des eaux

Lois générales d'Empire de 1869-1885-1913.

2°) L'amélioration agricole

Lois de 1884 ouvrant un crédit de 1 million de couronnes, ce crédit fut porté à 4 millions par la loi de 1902.

3°) La régularisation des cours d'eau

Loi de 1909 ouvrant un crédit de 8 millions de couronnes.

4°) L'endiguement des torrents

Loi de 1901.

Depuis la guerre, le nouveau gouvernement a continué dans le même sens, citons : la loi du 19 décembre 1919, dont l'application a été réglée par le décret de 1920 qui créa un fonds d'amélioration foncière auquel fut affectée une subvention annuelle de 15 millions de couronnes, subvention qui fut portée à 30 millions par la loi de 1925.

Ce fonds d'amélioration organisa le génie rural, continua l'amélioration des cours d'eau et la correction des torrents. Pour cette dernière question quelques chiffres montreront l'importance des travaux exécutés.

Les sommes affectées sont ainsi réparties :

Bohême	17.562.483	couronnes	tchèques
Moravie	29.125.334	—	—
Silésie	7.301.239	—	—
Soit un total imposant de 53.989.056 couronnes.			

Les superficies qui ont été l'objet d'améliorations foncières de la part de l'Etat sont considérables, là encore les chiffres sont éloquentes :

Bohême	98.236 hectares	02
Moravie	68.870	—
Silésie	11.385	— 73
Slovaquie	24.608	— 52
Russie Subcarpatique	296	—
qui donnent un total de	200.396	— 27

A côté de ces améliorations foncières faites par les subventions de l'Etat, il ne faut pas oublier de mentionner l'effort fait par les particuliers qui eux aussi ont fait faire avec leurs ressources d'importantes améliorations sous forme de drainages. Les surfaces ainsi rendues cultivables sont :

45.000 hectares	en Bohême.
24.000 —	en Moravie.
600 —	en Silésie.
1.200 —	en Slovaquie.

L'Etat d'autre part perfectionne les réseaux d'irrigation, l'amendement du sol, l'alimentation des communes rurales en eau ordinaire et en eau potable.

Il est difficile d'imaginer l'importance des travaux de toute nature qui ont été exécutés et des dépenses considérables qui ont été engagées. Néanmoins les deux tableaux suivants nous indiquent la nature et le nombre des diverses améliorations qui ont été effectuées ainsi que leur importance.

TABLEAU N° 4

NOMBRE ET COUT DES TRAVAUX AYANT ÉTÉ

Années	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES		RÉGULARI- SATIONS		ENDIGUEMENT DES TORRENTS	
	Nombre	Coût	Nombre	Coût	Nombre	Coût
1919	32	16.392.976,87	5	2.052.258,21	1	399.600 »
1920	113	63.434.948,08	17	21.600.729,65	—	—
1921	79	55.932.293,30	26	64.293.174,63	17	20.014.463 »
1922	114	63.035.415,80	31	22.299.761,65	6	3.002.500 »
1923	198	49.474.117,31	55	22.424.700,64	10	11.410.100 »
1924	211	47.048.471,11	53	25.331.176,25	15	10.074.445 »
1925	246	81.764.925,20	46	44.331.150 »	7	16.730.716 »
Totaux	993	377.083.147,67	213	203.332.960,93	56	61.631.924 »

TABLEAU N° 5

MONTANT DES SUBVENTIONS

Années	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES		RÉGULARI- SATIONS		DES TORRENTS ENDIGUEMENT	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1919	36	367.654,42	8	123.582,49	9	355.825 »
1920	85	1.643.485,10	15	887.690,16	9	554.100 »
1921	107	3.608.343,96	38	3.418.692 »	20	1.841.847,04
1922	163	7.831.306,03	45	11.534.555,18	20	3.794.259,80
1923	279	13.988.292,83	62	10.941.394,77	31	6.704.947,20
1924	317	11.718.370,77	57	7.337.149,45	36	7.524.912,66
1925	374	15.094.079,11	108	18.288.273,14	39	5.620.453,42
Totaux	1362	54.251.532,22	333	52.531.337,19	164	26.396.345,12

UBVENTIONNÉS PAR L'ETAT DE 1919 A 1925

UX DE EURS	CANALISATIONS		DIVERS	TOTAUX	
	Kilom.	Coût	Coût	Nombre	Coût
	—	—	246.726,59	38	19.091.561,67
000 »	13	4.225.242,35	609.973,14	143	90.870.903,13
000 »	25	18.546.827,27	3.448.804 »	147	173.560.622,16
	46	43.709.487,47	1.673.397,25	197	120.161.263,68
	—	20.086.892,65	691.449,91	265	116.957.109,09
	26	7.813.054,44	700.400 »	405	90.287.146,80
000 »	28	14.063.052,33	393.127,76	327	156.899.843,53
000 »	138	108.444.556,51	7.765.938,65	1522	767.818.450,06

CCORDEES PAR L'ETAT (1919 A 1925)

(Evaluées en couronnes tchèques)

UX DE EURS	CANALISATIONS		DIVERS	TOTAUX	
	Nombre	Montant	Montant	Nombre	Montant
00 »	6	90.710,10	385.025,57	59	1.813.767,58
59 »	18	240.149,54	345.793,38	128	5.590.477,18
00 »	29	641.604,95	463.272,67	194	13.403.760,62
00 »	44	1.578.985,09	1.186.416,51	272	26.032.362,20
	52	3.545.263,05	1.482.011,75	424	37.255.070,01
00 »	35	1.697.947,67	1.554.365,47	445	30.322.746,03
00 »	29	1.784.529,98	378.852,88	594	42.447.188,53
59 »	213	9.579.190,38	5.796.738,29	2116	156.873.372,15

§ II

Des lois spéciales réglementent la culture du tabac, mais il s'agit là de réglementation trop particulière pour nous intéresser, et elles dépendent plutôt du domaine industriel, commercial et fiscal surtout, puisqu'il s'agit d'un monopole d'Etat.

§ III — ENSEIGNEMENT AGRICOLE

L'action législative a développé l'enseignement agricole, à cet effet on a créé :

a) 16 Ecoles primaires spéciales donnant un enseignement agricole pratique.

b) Un enseignement supérieur, avec l'Ecole Supérieure de Melnick et de Lednice.

c) Des chaires de pomologie et de viticulture aux écoles agronomiques de Prague et de Brno.

Dans le même domaine scientifique le service des recherches a été développé, un service phytopathologique a été créé.

§ IV --- SÉLECTION DES SEMENCES ET SUBVENTIONS

Un ensemble de mesures législatives ont eu une grande portée et ont grandement amélioré la situation des futures récoltes. La loi primordiale dans la question des semences a été votée le 17 Mars 1921 (N° 128 du Registre

des Lois et Décrets) complétée par un règlement d'administration publique du 3 Juin 1921, (N° 208 du Registre des Lois et Décrets). Il est établi un régime de certification :

1°) La certification des variétés originales.

2°) La certification des semences et plantes provenant de cultures.

3°) Un examen des variétés.

Ces certifications sont délivrées de la manière suivante :

Des commissions dites de « Certification » composées de 8 Membres au moins et de suppléants sont chargées :

1°) D'une inspection des champs et éventuellement du stock des semences.

2°) D'une analyse spéciale des échantillons de semences et de plantes.

Et après délibération, établissent s'il y a lieu un bulletin de certification. Les plantes et semences qui en ont fait l'objet sont enregistrées par le Ministère de l'Agriculture.

Ces établissements de sélection sont nombreux et admirablement organisée. Outre les 14 principaux, la loi N° 128 de 1921 en avait déjà reconnu 39.

Une loi complémentaire a été votée le 2 Juillet 1929 (N° 165 du Registre des Lois et Décrets) sur la protection de la production végétale. Le commerce des grains de trèfle, de luzerne a été également réglementé (loi du 12 Novembre 1920 N° 624 du Registre des Lois et Décrets).

Des subventions importantes sont accordées pour l'achat de ces semences et plantes. Le Ministère y fait

figurer chaque année des sommes importantes variant de 1.300.000 à 2.500.000 couronnes.

§ V — INSTITUTS DE COMPTABILITÉ ET D'ÉCONOMIE RURALE

Ils existaient déjà avant le nouveau régime, ils sont maintenant réunis sous le titre d'Institut de comptabilité et d'Economie Rurale ayant son siège à Prague. En 1920 une autre section fut créée à Bratislava et une impulsion toute particulière leur fut donnée. Il est intéressant de lire au tableau suivant le nombre de cours chaque année plus nombreux.

TABLEAU N° 6

NOMBRE DE COURS DE COMPTABILITÉ AGRICOLE

EXERCICE	NOMBRE DE COURS	EXERCICE	NOMBRE DE COURS
1913	8	1921	68
1914	6	1922	55
1915	1	1923	136
1916	0	1924	59
1918	5	1925	85
1919	12	1926	120
1920	7	1927	69
1917	61	Total	684

Le but de ces Instituts est évidemment d'étudier la comptabilité, l'Economie rurale mais également d'établir

les bilans d'entreprises agricoles qui y sont inscrites. Chaque année le nombre des entreprises inscrites, mais plus encore la proportion des bilans établis augmente d'une manière prodigieuse, ainsi que le montre le tableau suivant.

TABEAU N° 7

NOMBRE DES ENTREPRISES AGRICOLES

ANNÉES	Inscrites pour comptabilité	ENTREPRISES	
		Doct on a établi les bilans Chiffre absolu	Chiffre relatif
1913	135	57	42 %
1914	157	48	31 %
1915	84	37	44 %
1916	96	45	47 %
1917	143	76	53 %
1918	170	115	67 %
1919	168	104	62 %
1920	324	203	63 %
1921	381	254	66 %
1922	445	256	57 %
1923	476	231	61 %
1924	439	285	65 %
1925	370	256	69 %
1926	397	280	70 %
1927	327	—	—
Totaux	4.112	2.247	% 19

Ces instituts ont encore conduit d'intéressantes enquêtes, et dans cette matière, ils ont déployé une activité incontestable. Le nombre des entreprises en ayant fait l'objet se répartit ainsi qu'il suit.

TABLEAU N° 8

NOMBRE DES ENTREPRISES AGRICOLES AYANT FAIT L'OBJET DES ENQUÊTES

PROVINCES	NOMBRE D'ENTREPRISES AGRICOLES GROUPEES D'APRES LEUR ETENDUE						Totaux
	jusqu'à 2 ha.	de 2 à 5 ha.	de 5 à 10 ha.	de 10 à 20 ha.	de 20 à 50 ha.	de 50 à 100 ha.	plus de 100 ha.
Bohême	3	77	142	148	104	11	54
Moravie et Silésie	10	59	131	163	92	11	26
Slovaquie	41	111	159	128	61	17	31
Russie Subcarpathi- que	6	6	23	21	17	4	3
Totaux	60	253	455	453	274	43	114
							532 492 548 80 1.652

§ VI

Un *service de phytopathologie* a été créé en Tchéco-Slovaquie. Il compte les ramifications suivantes :

- 1 service consultatif
 - 1 service de mise à jour des statistiques
 - 1 service de propagande et d'éducation
 - 1 service de contrôle
 - 1 service d'informations et de publications
 - 1 service de recherches.
-

§ VII

Les *coopératives* n'ont connu depuis 1919 aucune transformation législative. Nous retrouvons ces établissements sous les mêmes statuts que ceux qui les régissent dans toutes les provinces avant la guerre.

L'Etat n'est intervenu que pour leur accorder des subventions. En ce domaine, en effet, le principe de l'intervention de l'Etat est incompatible avec l'état d'esprit des petits propriétaires. Les seules lois qui soient intervenues en cette matière ne concernent que la Slovaquie et n'ont pour but que d'aplanir les difficultés nées de la rupture avec Budapest.

II

LES LOIS SOCIALES AGRICOLES

Nous venons d'analyser quelques lois essentielles qui, en dehors de la réforme foncière, étaient venues transformer la vie agricole, mais en touchant principalement le sol et ses produits. Il ne sera plus question désormais que de l'Homme qui depuis 1919 exploite les nouveaux domaines. Avant de passer à l'examen des lois qui ont été votées, il faut dire quelques mots des formes d'entreprises agricoles qui existent depuis la réforme.

En dehors des terres qui sont exploitées directement par leurs propriétaires et qui sont assez nombreuses, la forme la plus répandue des relations existant entre propriétaires et exploitants est le métayage. Il n'a été voté aucune loi générale qui ait réglementé cette forme de travail; ce sont les idées modernes qui ont créé à elles seules le type des accords conclus. Il faut toutefois citer une loi du 17 Février 1922, en ce qui concerne la Russie Subcarpathique seulement, qui a décidé de frapper de nullité pour cette province, les contrats passés avant le 31 Décembre 1921, parce que dans cette région l'opinion publique ne s'était pas transformée aussi rapidement que dans les autres provinces de la République. Dans une matière un peu différente, mais voisine, une mesure démocratique a été réalisée. La loi du 12 Août 1921 a créé des comités ouvriers de contrôle destinés à surveiller la gestion des propriétés foncières et à s'occuper des incidents entre employés et employeurs et notamment de ceux nés à l'occasion de rupture du contrat de travail par brusque congédiement.

Le chef d'entreprise a conservé la liberté absolue pour lui-même ; seule une loi a porté atteinte à ce principe, celle du 10 Juin 1925 sur l'obligation à l'assurance vieillesse et l'assurance invalidité. Dans la pratique le chef d'entreprise a d'ailleurs conservé son extrême liberté car la loi n'a pas été appliquée. Les intéressés peuvent s'ils le désirent s'y soumettre, la loi n'a donc qu'un effet facultatif.

Les ouvriers agricoles ont vu leur salaire s'élever dans des conditions prodigieuses, cette hausse atteignant 800 % ; toutefois il faut reconnaître que cette augmentation ne s'est point accrue proportionnellement plus que le prix des produits agricoles.

§ I — LA LOI DE HUIT HEURES

La loi de 1919 est venue appliquer cette règle à la Tchéco-Slovaquie, mais en fait elle n'est pas appliquée dans le domaine de l'agriculture, comme dans le domaine industriel très important, comme nous le savons en Tchéco-Slovaquie. Les petites et moyennes exploitations qui occupent les deux tiers de la superficie agricole qui, en droit devait y être soumise, ne l'observent point. Pour les domestiques des grands domaines, la loi elle-même tolère de telles exceptions qu'elle détruit elle-même son effet. C'est ainsi que le travail supplémentaire est admis, et qu'il peut y avoir compensation de la durée du travail entre les différentes saisons.

§ II — TRAVAIL DES ENFANTS

Comme dans le Code de Travail du droit Français, la législation a réglementé la durée du travail et le travail

lui-même pour les enfants. De 10 à 16 ans pour les garçons, de 10 à 18 ans pour les filles, les enfants doivent avoir un repos consécutif de 10 heures. Ils ont droit aux dimanches et jours de fêtes, d'autre part il faut respecter les lois sur l'enseignement.

Des travailleurs répartis en trois catégories sont soumis à une réglementation du travail spéciale concernant soit la durée, soit les conditions de ce travail.

§ III — LES ASSURANCES SOCIALES, LEURS DIFFÉRENTES BRANCHES

a) L'assurance maladie avait déjà été prévue et organisée par l'ancien régime, mais c'est seulement avec le nouveau régime qu'une loi (15 Mai 1919) la rendit applicable au monde agricole, maintenant ce risque rentre dans le cadre des assurances sociales par la loi du 9 Octobre 1924 (N° 221 du Registre de Lois et Décrets). Cette assurance ne couvre pas seulement les maladies ordinaires mais également les frais pour femmes en couches et les frais funéraires.

b) L'assurance invalidité et vieillesse, pour laquelle un premier projet avait été élaboré en 1904, n'est entrée en vigueur d'une façon réelle qu'en 1924, c'est-à-dire après 20 ans d'études.

c) L'assurance accident du travail, analogue à notre loi de 1898, qui existait dans tous les pays a été réglementée en 1919 et 1921. Il y existe comme en France une assurance à forfait pour les exploitations d'une superficie inférieure à 50 hectares.

d) L'assurance retraite existait sous l'ancien régime mais est réglementée par les lois des 20 Décembre 1918

et 5 Février 1920. Les assurés ont été répartis en seize catégories suivant le taux des salaires et la profession. Cette assurance, obligatoire pour ceux dont le salaire ne dépasse pas un certain chiffre, devient facultative lorsque ce chiffre est dépassé.

e) L'assurance chômage a été votée depuis longtemps (loi du 19 Juillet 1921) en Tchéco-Slovaquie, mais son application a été retardée et ses conséquences désastreuses, notamment en Allemagne et en Angleterre ne sont pas faites pour que sa réalisation effective ait lieu de sitôt.

Telles sont, rapidement exposées, les principales lois qui ont, soit directement, soit indirectement influencé le domaine agricole pour lui faire sa situation actuelle. Au cours de cette partie j'ai été extrêmement bref, qu'il s'agisse soit de la réforme elle-même, soit des autres lois, notamment en ce qui concerne ces dernières, je m'en suis tenu aux principales, laissant de côté toute la législation de détail concernant le contrôle de la production, la police vétérinaire, la protection de la propriété rurale, les Chambres d'Agriculture, l'encouragement aux éleveurs, les Caisses d'Epargne, le fonds de secours à la petite culture, etc., etc...

Et j'en arrive ainsi à la troisième partie de cet exposé : quelle est la situation économique actuelle de la Tchéco-Slovaquie ?

TABLEAU N° 9

ASSURANCE DE L'ANCIEN PERSONNEL DE L

CATÉGORIES DU PERSONNEL	ON A ASSURÉ EN TOUT L'EXISTENCE		S par l'attribu Nombre des Employés
	du personnel au nombre de	par un montant (en K. C.) de:	
Fonctionnaires administratifs ...	1 091	24.108.349	292
Employés subalternes	2.722	16.755.499	833
Personnel stable rétribué (partiel- lement rétribué en nature) ..	10.955	34.101.827	2.359
Journaliers stables	19.938	52.116.929	4.303
Pays de Bohême	34.706	127.082.604	7.787
Fonctionnaires administratifs ...	478	10.604.879	102
Employés subalternes	1.172	8.266.897	423
Personnel stable rétribué (partiel- lement rétribué en nature) ..	4.713	16.797.414	1.426
Journaliers stables	5.767	13.645.378	1.290
Pays de Moravie	12 130	49.314.568	3.247
Silésie			
Fonctionnaires administratifs ...	1.569	34.713.228	394
Employés subalternes	3.894	25.022.390	1.256
Personnel stable rétribué (partiel- lement en nature)	15.668	50.899.241	3.785
Journaliers stables	25.705	65.702.307	5.599
Les deux Pays	46.836	176.397.172	11 034

PROPRIÉTÉ SAISIE

LE NOMBRE ON A ASSURÉ L'EXISTENCE DU PERSONNEL					
terres	Dans la situa- tion actuelle ou dans une situation analogue	par une indemnité en espèce		par an et par une pension	
Montant K. C.		Nombre des Employés	Montant en K. C.	Nombre des Employés	Montant en K. C.
839.652	98	556	17.702.420	145	566.277
461.582	415	1.103	10.474.836	371	819.081
550.495	2.602	5.701	24.296.209	923	1.255.123
440.010	4.054	11.046	39.015.788	535	661.131
291.739	7.169	17.776	91.489.353	1.974	3.301.612
000.613	45	291	8.428.142	40	176.124
633.843	105	428	4.288.639	156	344.415
691.078	1.106	1.848	9.664.741	333	441.595
990.732	1.469	2.828	9.438.317	174	216.329
316.266	2.765	5.395	31.819.839	703	1.178.463
840.265	143	847	26.130.562	185	742.401
095.425	580	1.521	14.763.475	527	1.163.496
241.573	3.708	6.919	33.960.950	1.256	1.696.718
430.742	5.523	13.874	48.454.105	709	877.460
608.005	9.954	23.171	123.309.092	2.677	4.480.075

TABLEAU N° 10¹

RÉSUMÉ TOTAL DE L'ACTION DE LA RÉFORME FONCIÈRE

OFFICES DE DISTRICTS DE L'OFFICE FONCIER D'ÉTAT	SUPERFICIE DE LA TERRE « SAISIE » Y COMPRIS LES ÉCHANGES			TRANSFÉRÉE EN PROPRIÉTÉS A DE NOUVEAUX		
	Terre agricole		Terre totale	Terre agricole		Terre totale
	Hectares	%		Hectares	%	
Bolislav. Mi. . .	57.293,70	100.00	195.754,78	38.228,15	56.72	66.062,54
Budejovice c. . .	76.627,46	100.00	211.090,30	55.953,53	73.02	113.478,44
Hradec Kral. . .	72.092,32	100.00	288.522,24	53.904,28	74.85	72.746,93
Písen.	83.841,38	100.00	300.950,94	46.954,33	56.00	70.373,88
Praha.	257.516,19	100.00	625.095,62	162.973,39	63.29	233.910,23
Pays de Bohême	547.371,05	100.00	1.621.413,88	89.820,89	65.42	556.572,02
Brno	117.220,86	100.00	397.100,16	73.342,33	62.51	119.597,45
Olomone	94.450,49	100.00	339.486,18	52.149,58	55.27	772.499,06
Pays de Moravie	211.671,35	100.00	786.586,34	125.491,91	59.29	192.096,51
Silésie	759.042,40	100.00	2.408.000,22	483.565,59	63.71	748.668,53
Les deux Pays .						

TABLEAU N° 10²

RÉSUMÉ TOTAL DE L'ACTION DE LA RÉFORME FONCIÈRE

OFFICES DE DISTRICTS DE L'OFFICIER D'ÉTAT	LIBÉRÉE DE LA « SAISIE » EN FAVEUR DES ANCIENS PROPRIÉTAIRES				JUSQU'À PRÉSENT (1930) IL RESTE SOU MIS À LA « SAISIE »:			
	Terre agricole		Terre totale		Terre agricole		Terre totale	
	Hectares	%	Hectares	%	Hectares	%	Hectares	%
Bolislav. Mi. . .	14.458,73	25,24	57.312,24	29,28	4.606,82	8,4	72.380,00	36,97
Budejovice. c. . .	10.882,02	14,20	41.679,56	14,45	9.791,91	12,78	133.364,24	46,22
Hradec Kral. . .	11.654,09	16,17	39.755,02	18,84	6.473,95	8,98	98.588,35	46,70
Pízen	19.793,32	23,61	70.386,78	23,39	17.093,73	29,39	160.190,28	53,23
Praha	67.999,27	26,40	186.514,30	29,84	26.543,53	10,31	204.671,09	32,74
Pays de Bohême	124.787,43	22,80	395.647,90	24,40	64.509,94	11,78	669.196,96	41,27
Brno	30.418,21	25,95	103.674,10	26,12	13.440,32	11,48	173.828,61	43,77
Olomone	28.959,04	30,66	89.428,78	22,96	13.441,87	14,13	227.558,34	58,42
Pays de Moravie	59.377,25	28,05	193.102,88	24,55	26.802,19	12,66	401.386,95	51,03
Silésie	184.164,68	24,26	588.750,78	24,45	91.312,13	12,03	1.070.580,91	43,46
Les deux Pays .								

TROISIÈME PARTIE

LA SITUATION AGRICOLE EN TCHÉCO-SLOVAQUIE

Quelle est la situation actuelle de la Tchécoslovaquie au point de vue agricole? Examinons cette question, au cours de cette troisième partie. Nous sommes désormais dans une matière d'économie politique pure, les statistiques et l'étude des faits donnant les divers résultats actuels, seront la base même de cette étude.

Cette situation agricole actuelle est due, à la fertilité du sol lui-même, à la qualité de la main-d'œuvre, à la distribution actuelle de la propriété.

J'étudierai successivement le cadre agricole lui-même, c'est-à-dire les conditions économiques, puis je passerai à l'examen des cultures et de l'élevage. Enfin je terminerai par les coopératives agricoles. Cette partie sera donc divisée ainsi qu'il suit:

- Chapitre I — Considérations générales,
 - Chapitre II — Cultures proprement dites,
 - Chapitre III — Productions animales,
 - Chapitre IV — Coopératives agricoles.
-

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le cadre actuel de l'économie agricole en Tchécoslovaquie doit être examiné sous quatre faces :

- 1°. La Position de la situation agricole.
- 2°. L'Organisation de la production.
- 3°. La Capacité de production.
- 4°. Le Résultat de l'Amélioration foncière.

§ I — POSITION DE LA SITUATION AGRICOLE

Ce paragraphe posera les considérations de toute nature qui sont à la base de l'agriculture. Nous y traiterons successivement des répartitions du sol, de la population agricole, de la main-d'œuvre et des conditions de la production.

Répartition du sol : Nous avons vu, à la fin de l'étude même de la Réforme foncière, dans la seconde partie, l'extension prise par les petites exploitations, il est né-

cessaire de donner des précisions sur la répartition du sol telle qu'elle résulte des statistiques de 1928.

TABLEAU N° 11

**RÉPARTITION DES EXPLOITANTS AGRICOLES
D'APRÈS L'ÉTENDUE DE LA SUPERFICIE
AGRICOLE (Forêts non comprises)**

CLASSIFICATION DES EXPLOITATIONS D'APRÈS L'ÉTUDE DE LA SUPERFICIE AGRICOLE	NOMBRE	SUPERFI- CIE AGRI- COLE (Hectares)
De 10 ares et moins	94.118	4.997
De 11 ares à 99 ares	337.705	179.887
De 1 hectare à 5 hectares ...	635.613	1.845.328
De 5 — à 10 — ...	209.836	1.584.174
De 10 — à 30 — ...	160.506	2.621.161
De 30 — à 100 — ...	25.780	1.254.331
Plus de 100 hectares	4.881	1.166.195
Total	1.468.439	8.656.073

Il existe à l'heure actuelle une petite propriété (de 1 are à 5 hectares) formant une classe nombreuse et occupant une superficie importante du sol. Les propriétaires moyens de 5 à 30 hectares) à eux seuls cultivent près de la moitié des terres arables. Quant à la grande propriété (au-dessus de 30 hectares) elle n'a évidemment, pas complètement disparue et les espaces qu'elle comprend occupent encore une grande proportion du sol. Mais il faut remarquer que cette propriété a changé complètement de caractère, elle est de dimensions moyennes relativement faibles, et les vastes latifundia n'existent plus.

Les exploitations supérieures à 100 Hectares représentent 1/7 environ du sol arable. Et dans la Bohême elles n'en occupent plus que 12 pour 100.

Répartition de la population: Quels sont les bras qui travaillent la terre? Les chiffres nous renseigneront mieux que toutes dissertations.

TABEAU N° 12

**RÉPARTITION DE LA POPULATION TOTALE
(1921)**

IMPORTANCE DE LA POPULATION AGRICOLE	NOMBRE DE PER- SONNES	PROPOR- TION
Population active en agriculture (aides non compris)	1.808.612	13,29 %
Y compris les aides	2.424.278	17,81 %
Population active et inactive vivant de l'agriculture	5.316.880	39,10 %
Population active et inactive vivant de l'exercice d'une pro- fession	12.557.517	92,25 %
Population totale	13.613.172	100 %

Nous constatons que 40 % environ de la population totale travaille la terre, ce qui est exceptionnel dans les temps actuels. Il faut dès maintenant se rendre compte que des cultures spéciales ont, en Tchécoslovaquie, une importance particulière, si bien que les cultivateurs sur lesquels repose le soin de nourrir l'ensemble de la population sont en nombre bien plus restreint qu'on ne le croirait à la lecture des chiffres et pourcentages précédents.

A côté du tableau ci-dessus il est également intéressant de constater comment la population est répartie dans

les diverses professions. Le graphique reproduit d'autre part, nous indique :

a) Cette répartition.

b) L'évolution qu'a subie la main-d'œuvre de 1910 à 1921.

Remarquons l'équilibre qui existait en 1910 sur les territoires de la Tchécoslovaquie dans la répartition des travailleurs. 42 pour 100 étaient agriculteurs, le reste, 58 pour 100 se répartissaient ainsi, 33 pour 100 à l'industrie, 25 pour 100 à des professions diverses. Il n'en était point de même dans l'Empire Austro-Hongrois entier, où l'agriculture à elle seule occupait 55 pour 100 des bras.

Remarquons en outre que la Bohême a des industries importantes et j'ajoute prospères, tandis que la Russie Subcarpathique n'en possède pour ainsi dire point.

En Tchécoslovaquie comme dans tous les Etats et particulièrement en France, la désertion des campagnes sévit, le graphique a fait ressortir un pourcentage de 1921 plus bas de 3 pour 100 que le pourcentage de 1910. En fait, ainsi qu'il vient d'être indiqué, les agriculteurs qui ont la tâche de subvenir au ravitaillement du pays sont en nombre bien moins considérable et ce nombre diminue d'année en année.

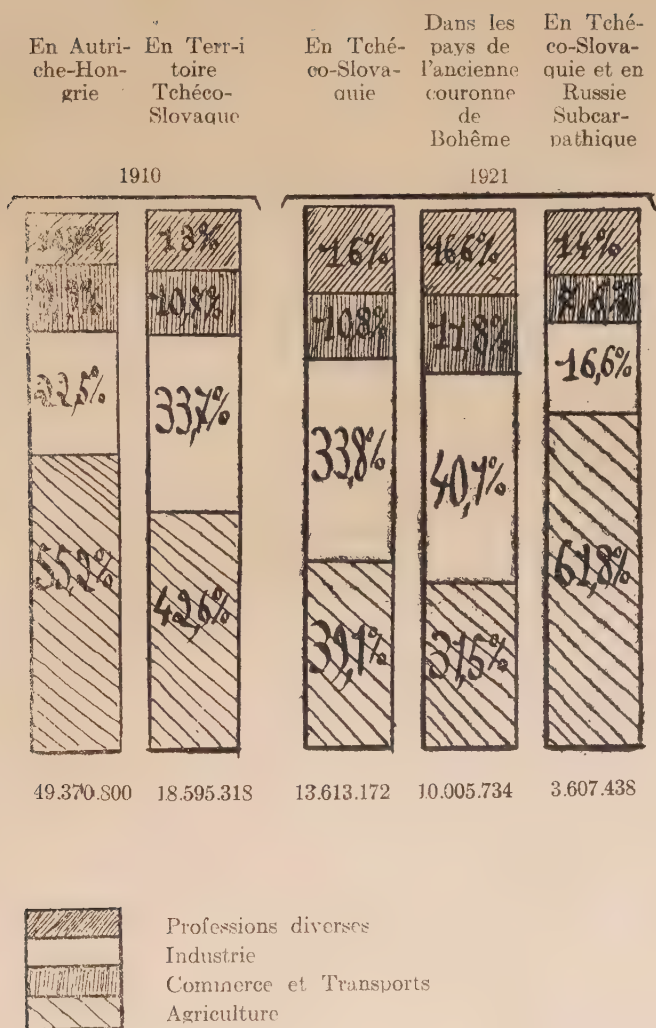
En 1890 : 100 Cultivateurs devaient nourrir 370 Ames,

En 1910 : — — — 470 —

En 1921 : — — — 658 —

En 1930 : — — — 840 —

C'est grâce au perfectionnement des méthodes de production et à l'augmentation du rendement de l'unité de surface qu'il est possible actuellement d'assurer à la Nation, le ravitaillement suffisant.



RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR PROFESSIONS

Une constatation mérite d'être signalée ! C'est une augmentation à peu près régulière de la population agricole, des pays de l'Ouest, vers l'Est, de la Bohême à la Russie Subcarpathique qui occupent respectivement ces deux extrémités de l'Etat.

La main-d'œuvre agricole : Nous avons vu dans les pages précédentes la population agricole considérée simplement dans sa quantité. Nous savons également (voir deuxième partie, chapitre II) que la loi de 8 heures n'a pas été mise en pratique dans ce domaine. Il reste à connaître les qualités et le mode de vie de ces agriculteurs.

La Politique de l'Autriche Hongrie d'avant la guerre avait découragé les meilleures volontés, des quantités de cultivateurs avaient abandonné leur pays pour émigrer dans les Etats étrangers et particulièrement en Amérique (voir 2^e Partie, introduction). La Réforme Foncière a fait renaître l'amour de ce peuple pour l'agriculture et l'autonomie politique a été suivie d'une importante rentrée d'anciens émigrés, qui ont pu racheter des terres et les cultiver.

Le travail dans les petites et moyennes propriétés est exécuté par la famille entière. Il est d'ailleurs intéressant de noter au passage une différence selon que cette famille est Tchèque ou Slave.

Chez les Tchèques, les parents, lorsqu'ils arrivent à un certain âge, remettent la terre à leurs enfants. Ces derniers deviennent propriétaires et cultivent ce sol pour leur compte. Les enfants, par contre, gardent dans la maison leurs parents et assurent leur existence. La loi protège les parents contre l'ingratitude des enfants avec des garanties.

Chez les Slâves, au contraire, les père et mère conservent jusqu'à leur mort la propriété du domaine. Les enfants restent avec eux et travaillent pour le compte des parents.

Ces familles exploitent elle-mêmes le sol, elles sont parfois nombreuses et il n'est pas rare de les voir atteindre le nombre de 20 personnes.

Remarquons en outre, que le nombre des membres de la famille vivant sur la même terre décroît au fur et à mesure que la grandeur de l'exploitation augmente, et que les travailleurs étrangers deviennent plus nombreux. Il ne faut pas attribuer à cette donnée une précision mathématique car il n'y a aucune proportion entre les variations de chacun des éléments. Il y a notamment un nombre de travailleurs relativement plus faible dans une grande exploitation que dans une petite.

Conditions de la production: Il faut maintenant se rendre compte d'un facteur important: le coût de production, il est à remarquer que l'ensemble des dépenses et frais d'amortissement est plus important, en considérant la même unité de terre, dans un grand domaine que dans une petite propriété. Il en résulte tout naturellement un grand avantage pour la classe des travailleurs propriétaires.

Ces dépenses et frais d'amortissement sont énumérés dans le tableau suivant, dans lequel nous indiquons leur quantum.

TABLEAU N° 13

DÉPENSES ET FRAIS D'AMORTISSEMENT PAR ha
DE TERRE CULTIVÉE (en couronnes or)

NATURE DES DÉPENSES	CATÉGORIE DE GRANDEUR DES EXPLOITATIONS											
	2 à 5 ha			5 à 20 ha			20 à 100 ha			plus de 100 ha		
	couronnes or	%		couronnes or	%		couronnes or	%		couronnes or	%	
Salaires et gages ..	15,25	10,8		36,60	25,6		67,52	36,1		101,95	39,7	
Engrais artificiels ..	16,36	11,6		17,45	12,1		16,78	9,0		25,73	10,1	
Semences	4,20	3,0		3,70	2,6		3,89	2,1		8,26	3,2	
Fourrages	23,56	16,6		18,28	12,8		26,27	14,0		49,88	19,4	
Répartition des bâ- timents et des ma- chines	16,48	11,6		14,57	10,2		17,44	9,3		17,39	6,8	
Impôts et taxes	15,41	10,9		14,95	10,4		20,23	10,8		20,34	7,9	
Assurances	6,14	4,3		4,63	3,2		7,12	3,8		11,45	4,5	
Frais généraux	10,46	7,4		8,74	6,2		6,88	3,7		7,20	2,8	
Amortissement des bâtiments	16,30	11,5		9,37	6,6		7,69	4,1		5,27	2,1	
Amortissement des machines	17,38	12,3		14,85	10,3		13,18	7,1		9,02	3,5	
	141,54	100		143,14	100		187,00	100		256,49	100	

§ II — ORGANISATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Les différents éléments que nous avons étudiés ont eu une influence sur les cultures et l'exploitation du sol.

En 1929, 14.020 hectares de la Tchécoslovaquie étaient utilisés ainsi qu'il suit :

TABLEAU N° 14

DISTRIBUTION DE LA SUPERFICIE TERRITORIALE EN 1929 CHIFFRES ABSOLUS EN MILLIERS D'HECTARES

TERRES DIVERSES	SUPER- FICIE SURFACE	POURCEN- TAGE
Terres labourables	6.153	43,9 %
Prés naturels et pâturages	2.367	16,9 %
Bois et forêts	4.652	33,2 %
Autres terres	848	6 %

En outre, les statistiques montrent que selon l'étendue des domaines, les cultures qui y sont pratiquées n'occupent point la même importance, certaines d'entre elles sont plus économiques dans la petite propriété et d'autres nécessitent une grande exploitation. Le tableau suivant indique leur importance relative (il ne s'agit évidemment que de chiffres représentant une moyenne).

TABEAU N° 15

PROPORTION DES PLANTES, EN POURCENTAGE
DE TERRE CULTIVÉE, SANS LES FORÊTS

ESPÈCES DE PLANTES	ENTREPRISES PAR ORDRE DE GRANDEUR			
	2 à 5 ha	5 à 20 ha	20 à 100 ha	plus de 100 ha
Blé	9.6	11.7	11.8	15.3
Seigle	26.2	22.7	18.3	13.1
Orge	9.0	10.4	12.9	16.0
Avoine	19.5	19.8	15.2	11.4
Légumineuses	0.3	0.4	0.6	1.0
Pommes de terre	12.6	9.9	8.8	9.2
Betteraves à sucre	3.4	3.3	9.5	13.7
Betteraves fourragères, légumes, autres racines alimentaires	1. 17.	1.8 15.0	1.6 19.9	22.9
Plantes commerciales	1.0	1.0	1.4	1.4
Plantes fourragères	18.0	19.0	19.9	18.9
	100	100	100	100

Elevage: Sur les prairies de ce pays, les paysans font paître de grands troupeaux. Le poids vif du cheptel peut être évalué à 24 millions de tonnes. Les vaches laitières en forment à peu près la moitié, et le bétail bovin en entier compte pour les trois quarts. Pendant la guerre, le bétail vif avait considérablement souffert et était diminué de moitié environ; depuis 1918, la reconstitution en a été excessivement rapide.

Industries agricoles: Les industries agricoles peuvent être groupées en trois catégories:

1°) L'industrie sucrière, qui occupe une place de tout premier rang.

2°) L'industrie laitière (beurre, caséine).

3°) Diverses industries: malteries, brasseries, distilleries et autres usines, produisant l'huile, l'amidon et autres produits.

Régions agricoles: Il est impossible de dresser une carte agricole de la Tchécoslovaquie. Les cultures ne sont point localisées comme en France, où le blé est cultivé en Beauce et la vigne dans le Midi (base même de toute exploitation agricole). Dans le prochain chapitre, nous étudierons chaque culture et mentionnerons les principales régions de production.

§ III — LES RÉSULTATS

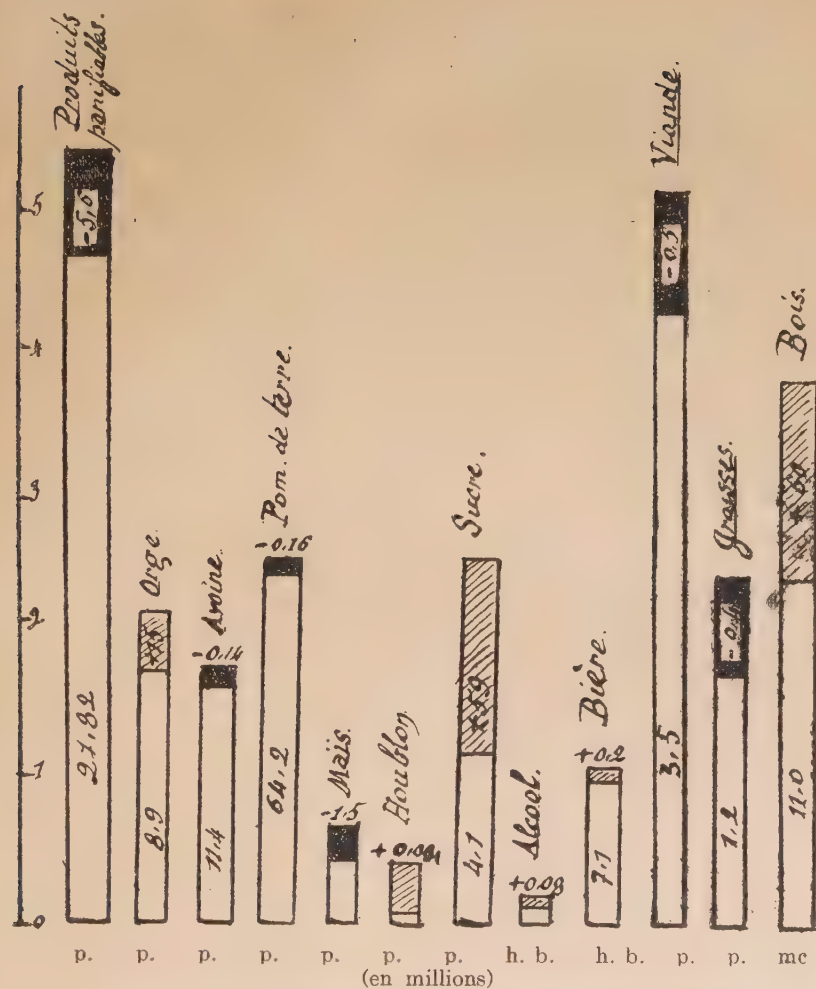
Les cultures telles qu'elles sont pratiquées permettent une harmonie presque parfaite entre la production et la consommation. La Tchécoslovaquie peut vivre sur ses propres ressources et n'est tributaire de l'Etranger que dans une faible proportion. Néanmoins, d'après les sta-

tistiques, certaines denrées sont déficitaires, tandis que les autres laissent un excédent.

Le graphique reproduit ci-contre donne la production et la consommation de la Tchécoslovaquie pour certaines denrées agricoles ou provenant d'Industries agricoles, il indique en outre les produits pour lesquels la sous-production nécessite des importations et ceux dont la production est supérieure à la consommation et qui peuvent être exportés.

La politique douanière est la conséquence même de cette situation exceptionnelle de la Tchécoslovaquie, les droits de douane à l'importation, n'ont nullement un caractère protectionniste, il est intéressant de comparer ceux qui frappent les céréales, à ceux établis par les autres pays d'Europe. Le tableau 17 (pages 100 et 101) montre que ceux de la Tchéco-Slovaquie sont dans les plus bas.

TABEAU N° 16



Production, consommation ; éventuellement, excédent ou déficit des produits agricoles et du bois d'après la moyenne des années 1920-1925. (Graphique établi d'après la valeur argent des produits).

Légende A. — Rapports entre la production et la consommation :

Blanc et hachures = supérieur à la consommation

Blanc seul = égal à la consommation

Blanc et noir = inférieur à la consommation

B. — Mêmes rapports au point de vue du commerce extérieur :

Hachures = excédent de production

Noir = excédent de consommation

TABLEAU N° 17

**TABLEAU DES DROITS DE DOUANE SUR LES CÉRÉALES
DROITS APPLICABLES A L'IMPORTATION PROVENANT DE
PLUS FAVORISÉE**

PAYS D'IMPORTATION	UNITÉ DE PERCEPTION	Céréales Froment
Albanie	net	25,00
Allemagne ⁽¹⁾	net, brut pour le maïs	22,84
Autriche	brut	2,00
Belgique	brut	—
Bulgarie	brut	6,00
Danemark	net	—
Espagne ⁽²⁾	net	10,00
Esthonie	brut	10,00
Finlande	brut	13,05
France	brut, sauf pour la fa- rine, taux d'extract. 70 % au moins	16,24
Grande-Bretagne	net	—
Grèce ⁽³⁾	net	10,50
Hongrie	brut	6,30
Irlande	net	—
Italie	brut	16,50
Lettonie	brut	7,00
Lithuanie	net	15,55
Norvège ⁽⁴⁾	net	—
Pays-Bas	net	—
Pologne	net	10,17
Portugal ⁽⁵⁾	net	—
Roumanie	brut	4,96
Suède	net	5,14
Suisse ⁽⁶⁾	brut	0,60
Tchéco-Slovaquie	brut	4,51
Yougo-Slavie	net	17,65
Turquie	brut	5,00

(1) L'importation du Maïs fait l'objet d'un Monopole d'Etat.

(2) L'importation du Froment, du Maïs et de la farine de Froment est prohibée; les droits sont indiqués pour mémoire.

(3) Les droits indiqués comprennent les droits de base et les droits supplémentaires de 75 %.

(4) L'importation des céréales fait l'objet d'un monopole d'Etat.

LA FARINE DE FROMENT EN EUROPE
PAYS MIS AUBÉNÉFICE DU RÉGIME DE LA NATION LA
Les taxes accessoires ne sont pas comprises dans ces droits)

DROITS (francs or) EN GRAINS				FARINE DE FROMENT (frs or)
Seigle	Orge	Avoine	Maïs	
15.00	15.00	8.00	20.00	37.50
18.52	18.52	14.81	6.17	38.89
2.00	2.00	1.50	—	5.00
—	—	0.86	—	0.58
6.00	5.00	6.00	6.00	12.00
—	—	—	—	—
12.00	12.00	8.00	10.00	21.00
—	10.00	—	—	14.00 non blutée
9.79	9.79	3.26	—	21.00 blutée
4.26	3.05	6.09	4.87	16.32 non blutée
—	—	—	—	19.58 blutée
8.75	7.00	7.00	8.75	25.99 extr. + 70 %
5.80	2.80	4.80	2.00	32.49 > 60 à 70 %
—	—	—	—	37.56 > 60 %
4.50	4.00	4.00	1.15	—
—	3.00	3.00	—	23.70
10.37	10.37	10.37	10.37	10.00 non blutée
—	—	—	—	25.00 blutée
—	—	—	—	46.65
6.40	6.40	6.40	3.49	1.45
6.72	6.72	6.72	3.92	—
1.40	1.24	1.12	1.12	14.83
5.14	5.14	—	—	12.40
0.60	0.60	0.60	0.50	9.03
5.83	5.22	5.53	2.76	11.50
—	—	—	—	10.75
2.61	11.20	11.20	12.61	25.61
5.00	3.00	3.00	2.50	8.00

(5) L'importation du Froment et de la farine fait l'objet de lois spéciales.

(6) L'importation du Froment et du Seigle est soumise au contrôle de l'Etat. Toute majoration effectuée en dehors de ce contrôle est soumise à la perception d'un droit supplémentaire allant jusqu'à 20 fr. le quintal. L'importation de la farine de Froment fait l'objet d'un monopole d'Etat.

§ IV — RÉSULTAT DES AMÉLIORATIONS FONCIÈRES

Au cours du chapitre II de notre seconde partie, nous avons insisté sur les améliorations foncières qui devaient être réalisées, nous avons noté leur importance et les capitaux qui y avaient été consacrés, il faut savoir si l'effort considérable, que nous avons constaté, a donné des résultats appréciables. La Réforme agraire a réalisé l'harmonie agricole, tout en remplissant son but politique, et surtout, son but de préservation sociale vis-à-vis de l'intensification aux frontières de la propagande communiste. La loi d'Amélioration Foncière a-t-elle été aussi heureuse ? Les statistiques que nous possédons ne donnent pas les résultats définitifs, nous ne possédons que des prévisions, mais celles-ci sont en très bonne voie de réalisation.

TABEAU N° 18

AUGMENTATION DE RÉCOLTES RÉSULTANT DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION

NATURE	PAYS	SLOVAQUIE
	TCHÈQUES BOHÈME, MORAVIE, SILÉSIE (en quintaux)	RUSSIE SUBCARPA- THIQUE (en quintaux)
I. — Terres labourables		
1°) Grains	3.714.900	2.334.500
2°) Paille	6.338.700	4.579.700
3°) Pommes de terre .	6.178.600	4.316.500
4°) Betteraves	7.724.000	2.865.400
5°) Plantes fourragères	2.662.000	1.273.400
II. — Prairies	5.428.800	4.905.400
III. — Pâturages	700.000	1.541.600

Au cours de ce chapitre ont été étudiées toutes les considérations économiques qui jouent un rôle sur l'activité agricole.

Il fallait connaître les hommes qui donnent leur travail et la terre qu'ils cultivent. Il fallait indiquer la situation internationale en ce qui concerne l'indépendance commerciale de la Tchéco-Slovaquie par rapport à l'Europe et à l'Univers entier, pour que l'on puisse passer maintenant à l'Examen des cultures et du cheptel.

CHAPITRE II

EXAMEN DES CULTURES PROPREMENT DITES

Une étude d'ensemble de ces différentes cultures en Tchécoslovaquie est indispensable à approfondir. Pour ce faire, je donnerai quelques chiffres statistiques récents, nous passerons ensuite une revue des plus importantes cultures prises successivement.

Le sol Tchécoslovaque a une superficie totale de 14.000.000 d'hectares et est réparti ainsi qu'il suit :

TABLEAU N° 19

LA SUPERFICIE TOTALE DE LA TCHÉCO-SLOVAQUIE QUI EST D'ENVIRON 14.000.000 D'HECTARES EST DIVISÉE COMME SUIV :

Terres labourables	6.000.000	hectares	soit	42 %
Prairies permanentes env.	1.400.000	—	—	10 %
Jardins et vignes	16.000	—	—	1 %
Pâturages	1.200.000	—	—	9 %
Etangs, etc.	80.000	—	—	0.50 %
Forêts	4.600.000	—	—	33 %
Superficie bâtie	650.000	—	—	4.50 %
Total environ ..	13.946.000	—	—	100 %

La rubrique terre labourable occupe environ 6.000.000 d'hectares soit $\frac{3}{7}$ du sol. Cette indication est trop vague pour donner une impression nette du tableau agricole et il me faut donner des renseignements plus précis. Ceux qui sont portés au tableau N° 20 ci-dessous donnent une répartition plus détaillée et marquent en outre, les modifications dans leur quantité depuis 1920 (année où les résultats de la Réforme se sont fait sentir pour la première fois) et pendant les premières années de cette Réforme.

TABEAU N° 20

RÉPARTITION DES TERRES LABOURABLES

NATURE	MOYENNE DE 1920-1923		1924		1925	
	Hectares	Pourcentage	Hectares	Pourcentage	Hectares	Pourcentage
I Céréales	3.187.445	53,87 %	3.154.283	53,40 %	3.177.844	53,76 %
II Plantes sarclées ..	985.445	16,66	1.068.052	18,08	1.076.261	18,21
III Plantes industrielles	60.282	1,02	58.820	1,00	64.043	1,08
IV Légumineuses co- mestibles	39.785	0,66	40.169	0,68	39.163	0,66
V Plantes fourragères	1.328.627	22,47	1.323.030	22,40	1.299.554	21,99
VI Légumes	32.070	0,54	28.919	0,49	29.364	0,50
Plantes diverses ..	6.434	0,11	6.208	0,10	8.824	0,15
Jachères	276.320	4,67	227.831	3,85	215.386	3,65
Total des terres labou- rables	5.916.408	100	5.907.312	100	5.910.439	100

Pour en arriver à donner l'importance exacte de chacune des principales plantes qui sont cultivées dans cet Etat, il m'a semblé nécessaire de grouper dans un tableau d'ensemble toute la production agricole ; ce tableau a réuni, sous une même appellation diverses cultures, il indique à la fois les superficies totales occupées par l'ensemble des espèces et les surfaces ensemencées par chaque plante. On le trouvera reproduit d'autre part sous le N° 21.

Ce tableau souligne en outre, le changement qui est venu modifier cette répartition d'année en année et nous pouvons donner ces chiffres intéressants.

Ayant ainsi précisé l'importance de chacune des cultures et connaissant exactement les superficies qui les produisent, il est intéressant de présenter, mais pour quelques-unes d'entre elles seulement, deux tableaux : l'un donnant la production totale de la Tchécoslovaquie ; l'autre, résultant d'une comparaison entre la production et les superficies cultivées, fournissant le rendement à l'hectare. (Voir les tableaux Numéros 22 et 23).

1911

TABEAU N° 21

RÉPARTITION DES SUPERFICIES ET

CATÉGORIES DE CULTURES	1929	1928	1927
I Terres labourables	6153	6153	5989
A. Céréales	3659	3756	3452
Avoines	867	866	838
Froment	816	777	748
Maïs	135	144	139
Méteil	8	11	11
Millet	2.8	3.7	3.8
Orgé	743	737	707
Sarrasin	1.8	2.1	2.1
Seigle	1084	1036	988
B. Prairies artificielles	1091	1143	1136
C. Autres cultures	1395	1427	1401
1° Cultures alimentaires	889	889	856
Cultures légumineuses	53	60	60
Pommes de terre	761	752	717
Choux	25.2	24.8	25.8
Concombres	5	3.9	3.8
2° Cultures industrielles	313	323	359
Betteraves à sucre	246	257	288
Houblon	17	16	13
3° Jachères	162	176	174
4° Cultures pour semence	26.6	26.3	4.1
5° Autres cultures	6	7.9	7.7
II Prés naturels	2367	—	2528
III Cultures arborescentes	208	—	179
Vignobles	14.4	14.8	13
Jardins potager et agrément	189	—	162
IV Bois et Forêts	4652	—	4648
V Etangs, lacs, marais	48.7	—	75
VI Terrain bâti et terres improductives	590	—	617
Superficie territoriale	14020	—	14036

PRODUCTION (superficies en milliers d'hectares)

1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920
912	5910	5907	5903	5900	—	—
3200	3178	3154	3187	3184	—	—
828	837	846	842	816	794	798
728	617	606	610	618	630	634
138	156.4	157.4	160.9	158.5	155.8	149.3
11	15.2	15.8	16.9	18	16.9	19.2
6	6.3	7.1	7.6	8.3	—	—
705	695	678	687	675	653	692
2.5	2.5	2.6	2.3	3.1	—	—
1007	846	838	859	830	882	900
1327	1326	1346	1355	1361	—	—
1377	1407	1407	1350	1355	—	—
813	804	804	809	826	—	—
80	80	82.3	85	85.2	—	—
694	639	634	637	650	637	605
23.8	24	23.9	23.9	24.2	—	—
2.8	3	2.9	2.7	2.8	—	—
350	379	369	298	276	—	—
266	307	303	232	210	220	209
10	9	8.02	7.8	7.9	7.7	8.4
205	215	228	237	247	—	—
3.4	3.1	3.2	3.3	7.3	—	—
5.6	5.7	3	2.9	3	—	—
580	2582	2586	2590	2593	—	—
164	164	163	164	163	—	—
13.6	13.8	14.3	14.7	14.9	16.1	17.7
147	147	147	147	147	—	—
652	4653	4653	4656	4653	—	—
78	78	78	78.4	78.6	—	—
649	648	648	645	646	—	—
14035	14035	14035	14037	14035	—	—

TABLEAU N° 22

PRODUCTION EN MILLIERS DE QUINTAUX

CATÉGORIE DE CULTURES	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920
Avoine	14.940	14.716	14.283	13.551	13.043	12.042	13.308	10.386	10.754	8.659
Froment	14.398	14.387	12.847	10.868	10.698	8.774	9.859	9.150	10.528	7.175
Mais	2.315	2.226	2.599	2.333	3.059	2.601	2.698	2.511	2.396	2.451
Méteil	124	165	142	148	225.7	178	237.5	240	231	165
Millet	39.6	48.8	45.9	67.6	85.8	77.4	92.3	85.8		
Orge	13.950	14.374	12.771	11.370	12.455	9.707	41.971	10.092	10.336	8.108
Sarrasin	18.1	22.6	17.8	21.10	21.6	20.11	27.5	27.3		
Seigle	18.336	18.355	15.235	14.142	14.758	11.363	13.549	12.979	13.649	8.368
Légumineuses	833	951	1.096	1.421	1.487	1.478	1.545	1.999		
Pommes de terre	106.937	88.729	100.741	55.777	74.386	65.143	62.243	90.692	43.292	50.025
Sucre de betterave	10.350	10.554			15.073	14.284	10.051	7.360	6.629	7.232
Houblon	118	94	109	97	70.3	99.6	30.09	50.04	29.10	52.7
Vignobles	224	323	107	140	313	262	329.5			
Prés naturels						51.513	49.629	37.489		
Choux	4.434	3.497	5.065	3.876	5.216	4.383	4.254	4.162		
Concombres	705	428	480	289	424	4.474	285	373		
Betteraves à sucre	62.092	62.261	79.589	64.622	90.748	83.744	60.244	52.401	40.717	47.805

TABLEAU N° 23

RENDEMENT PAR HECTARE EN QUINTAUX

CATÉGORIE DE CULTURES	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920
Avoine	17.2	17.0	17.1	16.4	15.6	14.2	15.8	12.7	13.5	10.8
Froment	17.6	18.5	17.2	14.9	17.3	14.5	16.2	14.8	16.7	11.3
Maïs	17.2	15.5	18.7	16.9	19.6	16.5	16.8	15.8	15.4	16.4
Méteil	15.6	14.8	12.6	12.9	14.9	11.3	14.1	13.3	13.7	9.6
Orge	18.8	19.5	18.1	7.1	18.0	14.3	14.4	15.0	15.8	11.7
Seigle	16.9	17.7	15.4	14.0	17.4	13.6	15.5	14.8	15.5	9.3
Pommes de terre	142.6	118.0	114.6	80.4	117.3	102.7	97.8	139.5	68.0	82.7
Betteraves à sucre	252.6	242.2	276.4	243.1	295.2	276.8	252.2	249.5	185.1	228.3
Houblon	7.1	5.9	8.6	9.2	7.8	12.2	4.0	7.2	3.8	6.3
Vignobles	15.6	21.9	8.1	10.3	22.7	18.3	22.5	40.0	28.2	18.8

J'en arrive maintenant aux cultures prises chacune séparément et pour lesquelles nous étudierons en quelques lignes les particularités qui s'y rapportent : je les ai rassemblées dans les sections suivantes : les céréales, les plantes sarclées, les plantes industrielles, les plantes légumineuses et fourragères et enfin l'arboriculture et la viticulture.

SECTION I

Les Céréales

Les méthodes de cultures ne sont guère différentes des autres pays. Rappelons toutes fois le soin avec lequel l'Etat a organisé la sélection des semences et la création d'instituts spéciaux dont nous avons analysé sommairement le rôle dans la deuxième partie de cette étude.

Le sol lui-même, est évidemment préparé avec soin, il reçoit des engrais et on lui applique les procédés d'assolement normaux avec le rythme suivant : céréales, plantes sarclées, fourrages. Les machines agricoles sont couramment employées, les semailles et les moissons sont généralement faites avec leur concours. La vente des céréales est organisée d'une façon merveilleuse, des magasins de stockage de céréales ont été acquis, notamment en Bohême, et ont pris une telle importance que dans certains arrondissements le commerce des grains a complètement disparu, car ces magasins assurent la vente.

Un de ces magasins de stockage, appartenant à l'Union Coopérative de Plzen, est un vaste bâtiment de 30 mètres de hauteur, comprenant une série de greniers superposés et en outre, le sol proprement dit constitué par douze cellules. La capacité totale de « l'élévator » est d'environ 120 wagons. Naturellement tout un système de nettoyage a été prévu comprenant trieurs, tarares et cyclones.

L'avoine: tient en Tchécoslovaquie une place de premier plan, si bien que sa production totale dépasse la production en blé. Cette production a d'ailleurs presque doublé de 1920 à 1929 puisque de 8.659.000 quintaux, il est passé à 14.940.000. Cette augmentation prodigieuse de la production n'est pas la conséquence d'une mise en valeur de terre plus vaste (les superficies ensemencées en avoine ne sont passées que de 798.000 hectares à 867.000) mais provient d'une culture plus intensive, car le rendement à l'hectare, de 10 quintaux, 8 en 1920 est en 1929 de 17.2.

Cette importante céréale est principalement cultivée dans les régions montagneuses de la Russie Subcarpathique, une très faible partie seulement provient des plaines.

Les besoins du pays sont si grands que la production était encore déficitaire et qu'il fallait avoir recours à l'étranger, l'importation était d'ailleurs minime: 140.000 quintaux environ, actuellement l'équilibre production consommation est normalement réalisé.

L'avoine est employée mêlée à l'orge pour les besoins du pays, elle est également utilisée sous forme de gruaux.

Le Froment était autrefois la grande culture de ces régions et l'exportation était considérable, mais depuis 1882, il y eut de très mauvaises récoltes et on dut recourir à la Hongrie.

Depuis la guerre les récoltes sont encore déficitaires, malgré les efforts qui ont été faits pour augmenter la production, celle-ci est passée en effet de 7.175.000 quintaux à 14.398.000. Cette augmentation est due au meilleur rendement de l'hectare cultivé (11 quintaux en 1920 et 17.6 en 1929) et aux plus vastes superficies ensemencées (634.000 hectares en 1920 contre 816.000 en 1929).

L'importation à laquelle il a fallu recourir pour l'en-

semble des produits panifiables était en moyenne de 5.600.000 quintaux ; l'Amérique étant d'ailleurs le principal fournisseur.

Cette sous-production de froment provient particulièrement de l'extension de la culture des betteraves et de l'orge pour les brasseries.

Les régions productrices de ces céréales sont limitées aux terres basses avec alluvions riches. Le rendement à l'hectare est très différent (et le chiffre indiqué ci-dessus n'était qu'une moyenne générale) car il peut atteindre dans des lieux particulièrement fertiles 30 à 35 quintaux à l'hectare ; il y a dans cette question un élément qui est réservé à la sélection. Ce rendement n'est pas notablement supérieur à celui du blé en France, puisque dans les meilleurs régions, la Beauce, où il était de 25 quintaux, il est passé à plus de 30 quintaux.

Le Maïs n'a pas subi d'augmentation notable dans sa production, les récoltes de 1920 à 1929 n'ont pas varié sensiblement et la tendance serait plutôt à la baisse (2.451.000 quintaux en 1920 et 2.315.000 quintaux en 1929). Les terres cultivées en Maïs ont d'ailleurs été réduites : 149.300 hectares en 1920 contre 135.000 seulement en 1929.

Cette céréale est déficitaire et il faut avoir recours à l'étranger, l'importation moyenne était de 1.500.000 quintaux, ce qui représente plus du tiers de la consommation.

Le Maïs est cultivé dans les mêmes régions que la vigne et particulièrement en Moravie.

Le Seigle a vu en dix ans sa production croître dans une proportion bien plus considérable que celle des céréales énumérées ci-dessus, puisqu'elle est passée de 8.368.000 quintaux à 18.336.000. Ce prodigieux accroisse-

ment est due à l'intensification de la culture puisque le rendement à l'hectare est passé dans les mêmes années de 9 quintaux, 3 à 16,9, pendant que les surfacesensemencées en seigle augmentaient relativement peu (900.000 hectares à 1.084).

Ce seigle, récolté en Tchécoslovaquie, est surtout du seigle d'automne et provient des régions montagneuses du Nord de la Bohême, de Moravie et de la Russie Subcarpathique.

Ce pays consomme presque entièrement toute la récolte et en transforme une appréciable quantité en un succédané appelé « Café de Malt ».

L'Orge connaît dans cet Etat un développement considérable, sa production déjà importante aussitôt après la Réforme (8.108.000 quintaux en 1920) a été encore accrue les années suivantes, si bien qu'elle atteignait en 1929 le chiffre impressionnant de 13.950.000 quintaux. La simple comparaison de cet accroissement avec la petite quantité de terre nouvellement attribuée à cette céréale : 51.000 hectares supplémentaires, nous montre que le rendement à l'hectare a été accru pendant cette période (de 9 quintaux 3 à 16,9 par hectare). Rappelons que ces résultats surprenants proviennent des procédés de sélection de semences, dont nous avons exposé les principes plus haut.

Cet orge est d'une qualité exceptionnelle, la plus grande partie est consommée par le pays lui-même pour ses Malteries et ses brasseries. Nous donnerons dans la rubrique « houblon » quelques détails sur ces industries qui connaissent en Tchécoslovaquie un développement important. Le surplus est exporté, la moyenne des exportations a atteint pour les années 1920 à 1925 1.500.000 quintaux.

Le Millet est la culture de ce pays par excellence, dans

l'historique de l'Agriculture, nous avons pu voir que le millet fut la première culture de Bohême. La production de cette céréale a diminué considérablement pendant les années comprises de 1922 à 1929, passant de 85.300 quintaux à 39.600. De nombreuses terres, anciennement ensemencées de millet, ont été retirées pour être affectées à d'autres productions.

SECTION II

Plantes Sarclées

Les plantes sarclées (betteraves à sucre, betteraves fourragères, pommes de terre et autres) occupent en Tchécoslovaquie une place de tout premier plan. Elles nécessitent l'exploitation de grandes superficies, près de 1.076.000 hectares, soit 18 pour cent environ des terres labourables.

La Betterave à sucre: Sous l'ancien régime, la Bohême occupait déjà pour la culture de la betterave, une situation de tout premier plan. Elle tenait en effet la seconde place pour la production du sucre à l'hectare avec le rendement de 449.88, se plaçant près de l'Allemagne qui se classait première avec 469.05. En ce qui concerne le pourcentage de sucre fabriqué dans le monde, la Bohême se plaçait la première: 16,12 pour 100 devant l'Allemagne 16.03 pour 100.

Depuis la guerre cette production n'a fait qu'augmenter et nous pouvons relever dans l'Almanach de l'Industrie Sucrière de l'année 1926, les chiffres suivant, établis d'après les renseignements pris par Neumann, l'Allemagne produit 1.579 millions de tonnes de sucre et la Tchécoslovaquie se place au second lieu avec une produc-

tion de 1.429 millions de tonnes. Cette dernière production représente 20 pour 100 de la quantité totale de sucre raffiné dans le monde entier.

Après avoir vu une semblable production, nous ne sommes point surpris de voir qu'une grande quantité est exportée.

Voici les données des statistiques concernant l'exportation du sucre brut en quintaux pendant les années qui ont suivi la guerre :

1920	3.405.164
1921	4.143.765
1922	3.763.286
1923	3.891.605

Il faut indiquer en outre, que le fisc a l'occasion de percevoir sur cette industrie, soit par la taxe de consommation, soit par l'impôt sur le chiffre d'affaires, des sommes considérables puisqu'elles ont atteint pour les années 1919, 1920, 1921 : 5.681.287.325 couronnes Tchèques.

Pour obtenir une telle quantité de sucre, la Tchécoslovaquie, cela n'étonnera personne, a planté en betterave sucrière de vastes surfaces et a perfectionné ses procédés de production.

Si nous nous reportons aux tableaux statistiques placés au début de cette troisième partie nous pouvons constater que la production de la Tchécoslovaquie, qui en 1920 était déjà de 47.805.000 quintaux a été portée en 1929 à 62.092.000 quintaux. Cette culture, qui nécessitait 209.000 hectares en 1920, en a nécessité en 1929, 246.000, le rendement à l'hectare n'ayant crû que dans une proportion faible, 228 quintaux 3 à 252,6. Signalons néanmoins, que dans certaines terres, grâce à une technique culturale approfondie, le rendement à l'hectare a pu

atteindre 500 quintaux. C'est la partie centrale de la Bohême, la Slovaquie sud et la Russie Subcarpatique qui sont les principales régions productrices.

La Betterave fourragère est également cultivée, dans des conditions d'ailleurs avantageuses, elle donne des rapports considérables et est à la base même de la nourriture des animaux.

La Pomme de terre est parmi les plantes sarclées celle qui occupe la plus grande étendue de sol arable. Cette étendue du sol augmente d'ailleurs d'année en année et est passée de 605.000 hectares en 1920 à 761.000 hectares en 1929, ce qui représente plus de 11 pour 100 environ des terres labourables. La production a subi une progression considérable et constante doublant en neuf ans, puisque les statistiques donnent les chiffres suivants : 50.025.000 quintaux en 1920 et 106.957.000 en 1929. La simple comparaison de ces renseignements suffit à indiquer que la culture a été intensifiée dans une mesure très importante, le rendement a d'ailleurs évolué, passant de 82 quintaux 7 à l'hectare à 142,6. Cette plante sert à la nourriture de la population et du bétail, ou est transformée en flocons de farines de pommes de terre. En outre, on en retire de l'alcool dans des distilleries agricoles et on fabrique de l'amidon.

Principale région productrice : terres sud de Bohême, mais le centre par excellence de cette culture est Nemery Brood, région située à une altitude moyenne de 5 à 600 mètres. Des coopératives de vente analogues à celles de céréales ont été créées.

La Chicorée est cultivée en Russie Subcarpatique où elle complète la culture de la betterave, car elle prépare merveilleusement le sol.

D'autres plantes sarrclées telles le rutabagas, les carottes fourragères, les navets, existent également sur cette terre. Elles sont en quantités suffisantes, rendant l'importation inutile. Elles ne méritent point, néanmoins, que l'on s'y attarde.

SECTION III

Plantes Industrielles

Le Houblon dont la culture remonte à des temps très anciens, puisqu'il existe déjà en 1052, sous le règne de Brétilas, a un renom universel et la production était déjà très développée.

Cette culture est favorisée par les aptitudes naturelles du sol, par le climat et la capacité des cultivateurs. La superficie des houblonnières s'est accrue pendant ces dernières années, passant de 6.400 hectares en 1920 à 17.000 en 1929. La production s'est d'ailleurs modifiée dans le même sens, passant de 52.700 quintaux en 1920 à 118.000 en 1929. Le rendement à l'hectare a subi, en cette espèce, une faible amélioration, ne passant dans la même période que de 6 quintaux 3 à 7,1. Depuis longtemps déjà les cultivateurs s'étaient perfectionnés dans cette sorte d'exploitation.

Les années ne sont pas toujours favorables, aussi la qualité et la quantité de la production s'en ressent, entraînant des variations de prix qui sont accrus encore par la spéculation. Le houblon de Bohême par sa qualité peut facilement se garantir de la concurrence.

Depuis la guerre cette culture a été protégée par l'État notamment par les décrets et règlements suivants :

1°) Le décret du 12 Août 1921 (N° 297 du Registre des Lois et Décrets) modifiant la loi autrichienne de 1907 dispose : tout houblon entrant en Tchécoslovaquie ou en sortant doit obligatoirement porter le lieu d'origine.

2°) Le règlement d'Administration publique du 8 Août 1922, délimite les régions, interdit de mélanger plusieurs espèces de houblon, crée un office Public pour le marquage de ce houblon à Zatec.

Les principales zones de culture sont :
En Bohême : Zatec, Ustec, Duba.

En Moravie : Trsice.

La production est bien supérieure à la consommation et l'exportation est importante. Si cette culture a été une grande richesse pour la Tchéco-Slovaquie, l'effondrement actuel des cours ne la rend plus guère rémunératrice, aussi, maints producteurs arrachent leur plantation, ou tout au moins, ne renouvellent pas celles qui sont trop âgées pour donner une récolte satisfaisante. Les chiffres récents recueillis par le Professeur Bretlick et rapportés à la revue Internationale d'Agriculture nous montrent que la Tchécoslovaquie a pu exporter 760 wagons de houblon, représentant une valeur de 423 millions de couronnes ; en 1930 elle livre 902 wagons pour seulement 114 millions.

Il est maintenant indispensable de donner quelques renseignements sur ces deux industries connexes et qui emploient respectivement comme matière première l'orge et le houblon : la malterie et la brasserie.

La malterie est une très vieille industrie de Bohême puisqu'elle date de 1456. Elle avait avant la guerre une grande importance, puisque l'ensemble des territoires,

qui composent maintenant la Tchécoslovaquie, exportait 18.000 wagons de malt.

Les Malteries actuelles, notamment les fameuses malteries de Plzen transforment annuellement 40.000 wagons d'orge que l'on peut répartir ainsi: 10.000 pour la Bohême, 26.000 pour la Moravie, 4.000 pour la Slovaquie; une fois transformée en malt cette quantité se réduit à 30.000 wagons.

Les brasseries devaient naturellement s'élever nombreuses, puisque sur le même sol on trouvait le malt et le houblon.

La fabrication de la bière était soumise à de vieilles traditions (chartes collégiades de Wyskerad 1088) et devint en 1517 l'apanage des villes et des couvents.

Avant la guerre, en 1913, elle avait atteint un grand développement, nécessitant la consommation de 62.000 wagons de charbon et de 28.00 wagons d'orge, leur nombre était alors de 665. Depuis la guerre il a été entrepris un important travail de reconstitution, et les derniers renseignements portent une production de 6.101.130 hectolitres de bière. Celle-ci est d'ailleurs, légèrement supérieure à la consommation et permet une faible exportation.

Le Tabac est cultivé en Tchécoslovaquie, mais il est soumis à tout un système de surveillance: autorisation de culture que l'on peut comparer avec le système français.

Sa préparation est généralement confiée à des monopoles de l'Etat.

Malgré l'accroissement de la culture de cette plante pendant les dernières années (la récolte est passée de 2.263 quintaux en 1919 à 68.764 quintaux en 1929) la production est encore très déficitaire, la consommation atteignant 200.000 quintaux.

Les autres plantes industrielles sont en quantité à peu près suffisantes, citons pour mémoire seulement : le lin (régions pauvres et montagneuses), le chanvre, le colza et la moutarde.

SECTION IV

Pantes Légumineuses et Fourragères

Les Pois sont cultivés exclusivement en Bohême ; la production totale est de 350.000 quintaux qui suffit à la consommation.

Les Lentilles donnent une récolte totale de 50.000 quintaux et proviennent en général de Moravie et de Slovaquie.

Les Haricots proviennent de Slovaquie et de la Russie Subcarpathique, la production atteint le chiffre de 130.000 quintaux.

Les Plantes Fourragères sont en quantité suffisante et ne nécessitent point d'avoir recours à l'importation ; citons pour mémoire seulement : la vesce, le pois des champs, le trèfle, la luzerne, le sainfoin.

SECTION V

Arboriculture — Viticulture — Prairies et Paturages

Ces branches de produits agricoles ont peu d'importance, quelques chiffres seulement indiqueront leur existence.

La Bohême a sur son sol de nombreux arbres fruitiers qui se répartissent ainsi :

Pruniers : 5.249.000 produisant annuellement 2.000.000 qu.
Pommiers : 3.789.900 produisant annuellement 2.000.000 q.
Poiriers : 1.960.000 produisant annuellement 500.000 qu.

Le vignoble de Bohême s'étend non loin de la région du houblon, c'est-à-dire au Nord de Prague. Il occupe en gradins les côtes qui surplombent les rivières. Un cru réputé est celui de Château-Melnich qui, sur environ 130 hectares, cultive le Pineau noir. Ce cépage importé depuis longtemps par Charles IV donne un vin très agréable, cultivé qu'il est dans des conditions comparables à celles du Bourgogne. Une partie de la vendange vinifiée en blanc ou rose sert à faire de fort bons mousseux.

La Moravie a peu d'arbres fruitiers, néanmoins on y trouve quelques abricotiers, pêcheurs et pruniers ; par contre la vigne occupe de vastes terrains (9.813 hectares) en pleine exploitation.

En Slovaquie on trouve quelques arbres fruitiers et quelques vignobles, mais ne méritant aucune mention spéciale.

La Russie Subcarpathique possède des vignobles dans la région de Berchovo, les cépages cultivés sont le Leanka et le Riesling, qui produisent un vin très alcoolique, sec, ne manquant point de finesse. Les vignobles de cette région appartiennent en partie à l'Etat.

La Tchécoslovaquie entière fournit 1 million d'hectolitres de vin.

Rappelons que la forêt occupe une grande place dans l'ensemble de l'Etat, puisqu'elle couvre en 1929, 4.652.000 hectares, soit près du tiers de la superficie du pays. Nous avons vu ci-dessus, dans la partie précédente, comment elle était divisée dans les différentes régions.

Les prairies et les paturages ne méritent aucun examen,

mentionnons simplement leurs superficies, qui en 1929 étaient les suivantes :

Prairies naturelles	2.367.000 hectares
Prairies artificielles	1.091.000 hectares

Elles se trouvent particulièrement en Russie Subcarpathique et en Slovaquie.

Ainsi nous en terminons avec l'étude des cultures proprement dites, et nous sommes tout naturellement amenés à traiter dans le chapitre suivant la production animale.

CHAPITRE III

LA PRODUCTION ANIMALE

Les vastes prairies et pâturages, dont nous avons pu voir l'importance par les tableaux du chapitre précédent, permettent l'élevage d'un troupeau important et composé de bêtes de toutes espèces. Le cheptel a toujours été important en Tchécoslovaquie. La guerre a, par ses exigences, réduit le bétail dans une proportion considérable ; depuis 1920, des efforts multiples sont parvenus à ramener le cheptel à ce qu'il était avant la guerre. Le tableau suivant montre les résultats obtenus et l'importance même de ce cheptel.

La Tchécoslovaquie a une production bien supérieure à la consommation et permettant une exportation importante.

Je passe maintenant à l'étude de détail de cette question, et j'étudierai :

Dans une première section : les bovins, porcins et ovins.

Dans la seconde section : le cheval.

Dans la troisième section : pisciculture, aviculture, sériciculture.

TABLEAU N° 24

**EFFECTIF DU CHEPTEL VIF
EN TCHÉCO-SLOVAQUIE**

ESPÈCE	CHIFFRE ABSOLU POUR LES ANNÉES			PAR 100 ha DE TERRES CULTIVABLES POUR LES ANNÉES		
	1910	1920	1925	1910	1920	1925
Chevaux	692.044	590.687	740.076	8,0	6,8	8,5
Bovins	4.595.614	4.376.765	4.690.355	51,1	50,6	54,7
Porcins	2.515.782	2.052.687	2.536.853	29,1	23,7	29,3
Moutons	1.322.342	985.526	861.127	15,3	11,4	9,9

SECTION I

Bovins — Porcins — Ovins

Bovins: Depuis de nombreux siècles la Tchéco-Slovaquie est réputée pour l'élevage de ses bovins et pour les races particulières qui vivent sur son sol. Ces races particulièrement appréciées, sont d'ailleurs obtenues grâce à de savantes sélections.

Si la qualité de ses bêtes à cornes est incontestable, leur quantité, elle non plus, n'est pas négligeable. Le tableau précédent nous donne les chiffres absolus pour trois années intéressantes.

1910 — Année de Cheptel normal d'avant-guerre.

1920 — Année qui nous donne le cheptel tel qu'il était sortant de la guerre, l'année écoulée n'ayant pas permis la reconstitution.

1925 — Année dans laquelle on peut enregistrer les résultats des efforts de l'Etat et des particuliers.

Les Bovins sont passés de 4.595.614 têtes en 1910 à 4.690.355 en 1926. Mais pour avoir une impression nette de l'effort qui a été fait, il faut signaler qu'en 1920, ce cheptel était réduit à 4.376.765.

Pour préciser l'importance de ces bovins, il m'a paru intéressant de chiffrer en couronnes or la fortune agricole de la Tchéco-Slovaquie, on peut en donner la valeur approximative suivante:

Bohême	11,2 milliards
Moravie	5,1 —
Silésie	0,9 —
Slovaquie	7,9 —

soit un total de plus de 25 Milliards de couronnes or.

La valeur du bétail vif a été chiffrée à 2.300 milliards de couronnes, qui représentent environ 9 pour 100 de la fortune agricole. Il n'y a qu'à lire au tableau précédent la composition de ce bétail vif pour déduire la valeur des bovins.

L'élevage est méthodique, avant guerre déjà, un grand travail de réorganisation avait été entrepris, notons par exemple qu'en 1912 en Bohême, il existait pour cette réorganisation (croisements, sélections des races) cent quarante-sept associations. Depuis la guerre et notamment en 1922, une nouvelle impulsion a été donnée: c'est ainsi qu'une réglementation spéciale très minutieuse vint modifier la législation antérieure déjà très sérieuse, datant d'avant guerre et qui déjà, avait soumis l'élevage à un contrôle de l'Etat, contrôle qui paraissait être à son apogée.

L'élevage des bovins a une importance particulière en Russie Subcarpathique, riche en pâturage, aussi a-t-on créé à Bachovo, une station d'amélioration du bétail.

La race qui peuple toute cette province est la brune grise alpestre; les vaches sont de petites tailles et ne dépassent guère le poids de 400 kg, elles sont bonnes marcheuses, rustiques et savent se contenter d'une nourriture hivernale généralement très maigre.

Une autre race est la grise des steppes, qui vit dans les régions marécageuses.

En Moravie, la race prédominante est la « Hanaque-Bernois » obtenue par un long métissage entre la race locale et les races importées: Bernois et Simmenthal. Ces animaux sont bien conformés et de grande taille, puisque les vaches pèsent jusqu'à 700 kg et des taureaux arrivent à peser 1.400 kg. Les aptitudes sont mixtes: lait, viande et travail.

Avant d'en terminer avec les bovins, il faut signaler une industrie agricole connexe : la laiterie.

Cette industrie remonte en Bohême aux temps les plus reculés, c'était aux XIII^e siècle le privilège de la Ville de Kerzmarck.

Avant la guerre elle avait, dans les territoires de la Tchéco-Slovaquie actuelle, une ampleur considérable puisqu'il existait 724 entreprises transformant 2.143.700 hectolitres de lait, et dont le capital total était approximativement 8.500.000 couronnes.

La guerre, en diminuant le cheptel, a diminué par là même le rendement de cette industrie, certaines entreprises ont disparu et le nombre des laiteries était tombé en 1920 à 536.

Les produits de transformation du lait (beurre, fromage, etc.) sont d'ailleurs insuffisants et on a recours à l'importation.

Porcins: le nombre des porcins a atteint en 1925 le chiffre de 2.536.853, plus important que celui d'avant-guerre qui avait diminué du fait de la guerre de 500.000 bêtes. La lecture de ces chiffres montre à quel point on a cherché à intensifier cet élevage.

En 1913 les deux principales régions productrices étaient :

La Bohême	1.012.752 têtes
La Moravie	633.558 têtes

Depuis 1920 on a cherché à améliorer l'espèce par sélection et croisements ; à cet effet des races étrangères ont été importées.

La production est notoirement insuffisante et il faut avoir recours à l'importation.

Les Ovins ont souffert plus particulièrement de la guerre et la Tchécoslovaquie, pays où l'élevage du mouton est très ancien, doit avoir actuellement recours à l'importation.

Le cheptel ovin d'avant-guerre était important et se composait en 1910 de 1.322.342 têtes. La crise mondiale de 1914 l'a touché gravement, car en 1920, il ne comptait plus que 985.526 têtes et il a encore diminué depuis, puis-que en 1925 il n'y avait plus que 861.127 Moutons.

L'importation d'ovins a dépassé en 1922, 135.000 têtes.

Malgré ce fléchissement inquiétant, la production annuelle de laine est encore de 2.000.000 de kg.

Avant d'en terminer avec l'étude de ces Bovins, porcs et ovins, rappelons la renommée des fourrures tchèques, des gants, des chaussures, indies de tanneries et de pelleteries nombreuses. Le cheptel contient encore une quantité intéressante de caprins.

SECTION II

Le Cheval

L'élevage du cheval est fort ancien dans les pays de la Tchécoslovaquie. En Bohême, les races chevalines étaient connues depuis les temps les plus reculés; il en était de même en Moravie. Mais dans ces deux régions riches, les anciens gouvernements, portèrent leurs efforts plus particulièrement sur l'industrie. En Slovaquie au contraire, pays agricole, l'élevage du cheval tient la première place de la production animale. Ses chevaux à sang chaud, de selle et de trait léger étaient particulièrement appréciés. La Russie Subcarpathique peut être assimilée à la Moravie pour cette production.

Ces provinces avaient, déjà avant la guerre, un élevage organisé, mais la guerre porta à cette race un coup terrible. La République Tchèqueoslovaque dès 1918 prit en main la direction de l'élevage du cheval et les Etablissements nationaux : haras, jumenteries et parcs à poulains, étaient du ressort du Ministère de l'Agriculture avec une organisation militaire.

La réorganisation date du décret du 11 Mai 1923 et elle comprend les services de vétérinaires, ingénieurs agronomes, alors que les autres pays, France, Allemagne, Angleterre, par exemple, confient cette mission à de simples agriculteurs.

Les étalons reproducteurs dont on se sert, sont, ou des étalons d'Etat, ou des étalons privés, pourvus d'une licence (délivrée par une Commission). Les éleveurs ne se conformant pas à cette règle sont passibles d'une amende.

Les étalons d'Etat proviennent de l'importation, d'acquisition dans le pays, des haras et parcs à poulains de l'Etat.

La Bohême possédait en 1928 deux haras d'Etat. La Moravie 2; la Slovaquie 2; la Russie Subcarpathique 1.

Le tableau suivant donne le nombre des étalons en 1923 :

Bohême	551
Moravie, Silésie	401
Slovaquie	469
Russie Subcarpathique	75
Total	1.496

Pour faciliter cet élevage coûteux, des paturages coopératifs ont été créés en Bohême et Moravie. L'Etat alloue des subventions importantes aux sociétés qui se consa-

crent à l'amélioration de l'espèce chevaline et accorde des prix pour les meilleurs produits.

Le tableau suivant donne pour 1925 la répartition :

La République entière	740.076 chevaux	
Bohême	279.059	—
Moravie Silésie	176.592	—
Slovaquie	246.419	—
Russie Subcarpathique	38.006	—

SECTION III

*Pisciculture — Aviculture — Sériciculture — Oiseaux de
Basse-Cour — Animaux à Fourrures*

La Pisciculture fait l'objet d'une exploitation rationnelle en Bohême. Il existe là, en effet, de vastes zones et terrains argileux imperméables, impropres à la culture, aussi y a-t-on aménagé de nombreux étangs, dont la superficie totale atteint près de 20.000 hectares.

Ces étangs sont en parfait état, aménagés avec soin, malgré leur étendue souvent très vaste (jusqu'à 100 hectares). Les étangs d'engraissement sont généralement pêchés tous les ans. Mais le poisson est passé auparavant dans deux étangs : l'étang d'alvinage, où il prend naissance, et l'étang à nourrain.

La carpe est le poisson le plus réputé ; elle est soigneusement sélectionnée, son rendement est excellent, car elle donne par hectare d'étang et par an plusieurs centaines de kilogrammes.

L'apiculture est pratiquée depuis les temps les plus reculés, son rôle économique actuel est loin d'être négligeable : en 1924, la récolte fut faible et donna néanmoins pour

la Tchéco-Slovaquie. entière 1.607.390 kilogrammes de miel et 98.943 kgr. de cire.

Les Apiculteurs sont organisés d'une façon modèle, groupés en associations régionales, groupées en unions provinciales, elles-mêmes réunies en une fédération unique. Les membres de ces associations sont assurés contre tous les dommages: vol, incendie, dégâts quelconques.

La sériciculture a eu depuis 1918 un essor nouveau.

C'est le Ministère de l'Agriculture qui est chargé de la réorganisation, il est aidé dans cette tâche par des associations privées.

De 1921 à 1926 la production de cocons est passée de 1.912 kilogrammes à 32.522 kilogrammes.

L'élevage du ver à soie et la culture du mûrier sont protégés par des lois.

Oiseaux de basse-cour: L'aviculture ne s'est développée en Tchéco-Slovaquie que récemment. Son essor ne date que de 1880. En vingt ans les résultats ont été splendides, mais furent détruits par la guerre mondiale. Depuis 1920 l'élevage recommence avec une méthode et une organisation parfaite.

Les Oviculteurs se recrutent parmi les petits et moyens agriculteurs.

Les statistiques pour 1925 donnent un total de 17.942.282 oiseaux de basse-cour se répartissant ainsi:

Bohême	9.660.470
Moravie	4.593.055
Slovaquie	3.175.371
Russie Subcarpathique	513.386

L'oie est élevée couramment dans les régions des étangs de Bohême, ces volailles par bandes de milliers sont ras-

semblées dans de vastes pacages communaux. Cette oie est blanche et de petite taille, elle donne lieu à un mouvement d'exportation vers la Bavière et l'Autriche.

Animaux à fourrure: Un élevage d'animaux à fourrures, particulièrement de renards argentés, a également une importance réelle en Bohême. On y apporte mille précautions, car il met en jeu d'importants capitaux. Les renardeaux sont sacrifiés dans le courant de l'hiver qui suit leur naissance, moment où leur fourrure est particulièrement belle.

CHAPITRE IV

COOPÉRATIVES ET CRÉDIT AGRICOLES

Dans tous les pays, les coopératives agricoles connaissent un développement spécial, qui dépasse d'une manière considérable tous les groupements de même espèce dans les autres activités économiques. En France, combien de cultivateurs se sont groupés pour faire leurs achats en commun et obtenir ainsi des prix plus bas, grâce à l'importance de leur commande.

Dans les provinces de la Tchéco-Slovaquie d'avant-guerre, les coopératives agricoles et les caisses de crédit agricole, existaient déjà et leur origine remonte à des siècles reculés.

Au 17^{me} siècle furent fondés des greniers à céréales, embryon de caisse de crédit, qui prirent plus tard le nom de « fonds de contribution foncière ». Ces établissements eurent une heureuse influence, car ils provoquèrent une baisse considérable du taux d'intérêt de l'argent, qui à cette période atteignait des proportions véritablement exagérées, puisqu'il le ramena de 12,5 pour 100 à 6 1/4 pour 100, taux plus acceptable.

Ces « fonds » prirent ensuite l'appellation « d'Etablissements de Crédit ». Enfin, en 1790, la Diète de Bohême proposait l'ouverture d'une Banque Agricole d'Etat, mais ce vœu ne fut point réalisé.

En 1848, naît le système de mutualité, dont il serait superflu de donner ici une définition ou d'expliquer le fonctionnement. Il subsiste d'ailleurs ainsi jusqu'en 1873, année dans laquelle se produisit une crise financière effroyable à Vienne. Le capital de ces mutuelles, qui avait été déposé dans diverses Banques, finit par sombrer. Les mutuelles disparurent fatalement. On reconnut alors la nécessité d'une base financière fixe (1874) mais les caisses d'avance seules en profiteront car elles avaient pallié à la ruine complète par substitution.

En 1895 et jusqu'à la période actuelle: 1918 se fondent des Unions de coopératives agricoles, en même temps on adopta une organisation et un contrôle financier et commercial pour ces coopératives.

ÉTAT ACTUEL

Nous savons que les coopératives sont soumises actuellement aux mêmes principes juridiques qu'avant la guerre (2^me partie - Chapitre II).

Etudions successivement les coopératives de crédit et les diverses autres formes de coopératives.

Coopératives de crédit: Il faut tout d'abord distinguer les caisses groupées en fédérations et les caisses locales.

Caisses fédérées: La simple lecture du tableau ci-dessous indique l'importance de ces coopératives agricoles et leur activité, il atteste en outre un nouvel essor de 1920 à 1925, qu'il s'agisse des fédérations Tchèques ou Allemandes.

TABLEAU N° 25¹

FÉDÉRATIONS DES COOPÉRATIVES AGRICOLES

a) — Fédérations Tchèques

	FÉDÉRATION CENTRALE DE PRAGUE				FÉDÉRATION TCHÉCO-SLOVAQUE (ensemble)			
	1920	1921	1922	1925	1920	1921	1922	1925
Nombre des coopératives affiliées	2.180	2.232	2.668	2.668	5.374	5.704	5.891	6.910
Caisses Kámpelick	1.664	1.660	1.669	1.669	2.865	2.989	3.066	3.066
Caisses d'avances	8	9	10	10	1.074	340	362	590
Coopératives agricoles	439	471	519	920	937	1.066	1.099	1.739
Coopératives de consommation	7	9	7	6	176	1.062	1.062	1.146
Diverses	63	83	91	45	322	247	302	369
Capital social								
Montant des parts	5.727	6.176	6.641	7.792	12.552	13.995	16.284	19.235
Fonds de réserve	7.490	9.834	11.076	11.797	12.871	13.484	16.823	18.012
Dépôts	460.582	735.473	809.172	944.498	722.228	1.111.119	1.198.678	1.382.453
Passif total	597.297	892.811	1.045.369	1.324.122	1.553.941	1.558.825	1.682.464	1.695.494
Chiffre d'affaires	798.010	1.077.885	810.442	833.614	1.176.241	1.599.038	1.054.752	1.251.202

milliers de couronnes tchèc.

TABLEAU N° 25*

b) — Fédérations Allemandes

	1920	1921	1922	1925
Nombre de coopératives affiliées	1.542	1.651	1.676	1.792
Caisses Kampelick	1.136	1.149	1.167	1.181
Caisses d'avances	3	3	3	—
Coopératives agricoles	339	408	492	—
Coopératives de consommation	2	1	—	603
Diverses	62	90	14	8
Chiffre d'affaires	2.908	3.198	3.500	5.014
Passif total	1.535	2.230	2.479	2.523
Dépôts	262.250	361.000	352.539	354.873
Fonds de réserve	320.790	447.970	420.110	424.631
Capital social	214.975	381.784	377.667	238.706

milliers de couronnes.
chaq.

Cet état fait ressortir l'importance économique du mouvement coopératif.

Nous remarquons que ce sont les Caisses « Kampelick » qui sont les plus nombreuses puisqu'en 1925 sur les 2.668 coopératives affiliées à la Fédération Centrale de Prague, il y avait 1.687 caisses « Kampelick ».

Ces caisses ont été créées d'après le système *Reiffeison* par l'initiative du monde agricole sans que l'Etat n'y intervienne en aucune façon, puisqu'il n'accorde point même de subventions. Toutes les Caisses Kampelick sont groupées en Fédérations ou Unions au nombre de neuf, mais à leur tour certaines de ces unions se sont groupées pour former deux fédérations: le groupe Tchèque, et le groupe Allemand.

A côté de ces caisses affiliées qui sont réparties sur tout le territoire de Tchéco-Slovaquie, il existe également de nombreuses *Caisses Coopératives Locales* non affiliées, mais que l'on peut néanmoins répartir en plusieurs catégories, selon leur origine, ainsi que l'indique le tableau suivant.

TABLEAU N° 26

a) Coopératives locales tchéco-slovaques

NOMEN- CLATURE	1909	1912	1919
Nombre d'adhérents . . .	71.327	109.344	223.077
Capital social (montant des parts souscrites en K ²)	4.438.000	10.451.000	39.917.000
Fonds de réserve	2.034.000	3.592.000	23.456.000
Chiffre d'affaires			614.044.000
Fonctionnaires et em- ployés			4.459

b) Coopératives locales allemandes

NOMEN- CLATURE	1909	1912	1919
Nombre d'adhérents...	22.229	36.417	54.258
Capital social	2.175.000	2.553.000	6.480.000
Fonds de réserve...	886.000	898.000	7.970.000
Chiffre d'affaires...	—	—	170.240.000
Fonctionnaires et em- ployés	—	—	814

Il y avait en outre en 1919, 217 coopératives magyares comptant 48.042 membres — 3.891.000 couronnes tch. de parts souscrites — 1.741.000 couronnes de fonds de réserve et 47.339.000 couronnes de chiffre d'affaires avec 320 employés.

Ces dernières groupent de nombreux adhérents et se sont beaucoup développées puisqu'en dix ans de 1909 à 1919 le nombre des membres des coopératives tchèques est passé de 71.327 à 223.077. Le capital souscrit est important, également en progression, et permet des opérations nombreuses et importantes.

Les effets de ces caisses ne sont pas à compter, car les résultats bienfaisants sont multiples, le principal avantage est la suppression de l'usure dans l'agriculture.

Leur succès prodigieux, et dont nous avons pu constater l'évolution, s'explique par leur cadre même. Les caissiers de toutes les succursales sont des instituteurs de campagne, qui dans les classes apprennent à la jeunesse tous les avantages que leur donnent des coopératives et l'économie qu'elles procurent.

La forme de crédit de ces coopératives prend plutôt la forme d'avances de fond de roulement pour des gens notoirement connus dans chaque villages.

Le crédit à long terme est exceptionnel, il ne dépasse jamais une durée de six à sept ans. Il en est ainsi dans toutes ces coopératives qu'elles soient Tchèques ou Allemandes. En Moravie seulement, ces entreprises font du crédit sur traite, sorte de crédit à court terme ; ces crédits sont d'ailleurs renouvelables à chaque échéance, plusieurs fois de suite.

L'importance des opérations de ces établissements découle du tableau suivant, qui donne en même temps leur développement.

Autres coopératives: Les coopératives de crédit n'ont pas limité leurs efforts à la question financière, elles ont pris la forme de coopératives d'achat et de vente, de fabrications à cet effet, elles ont constitué de vastes dépôts.

Ces coopératives, principalement celles de vente peuvent exercer une très grande influence, car elles permettent de jeter sur le marché une grande quantité de produits, entraînant, par application de la loi de l'offre et de la demande, l'abaissement des prix. D'autre part, elles peuvent, grâce à leur puissance, conserver dans leurs entrepôts les produits dont les prix sont trop bas, et provoquer une hausse de prix.

Il existe encore une autre forme de coopératives, dite « d'encouragement de la production agricole ».

Parmi les coopératives de production, signalons:

1°) *Les coopératives laitières* nombreuses, puisque leur nombre a atteint en réunissant les coopératives Tchèques et Allemandes, le nombre de 325 en 1925, chiffre affirmant un développement sensible depuis 1922: 188.

Ces coopératives ont joué un rôle particulièrement appréciable depuis la guerre, car c'est à elles que revient le mérite d'avoir, avec le concours de l'Etat, reconstitué la plus grande partie du cheptel détruit.

2°) *Les distilleries coopératives agricoles* sont également répandues; les chiffres sont des plus éloquentes.

Sur 904 distilleries existant au total et fabriquant 359.713 hectolitres de bière, 208 de ces établissements sont des Sociétés Coopératives dont la production est de 132.376 hectolitres soit 36 % de la production totale.

3°) Il existe encore des féculeries coopératives, des coopératives de séchage de chicorée, d'achat et vente de bestiaux, des coopératives auxiliaires d'outillage d'électricité.

Je ne veux point m'attarder sur chacune d'elles, et la simple lecture du tableau suivant suffira à montrer la place qu'elles occupent.

TABLEAU N° 28

**COOPÉRATIVES AGRICOLES — AUTRES QUE CELLES DE CRÉDIT — ET GROUPÉES
EN FÉDÉRATIONS, DE 1905 A 1925**

a) — Coopératives Tchèques et Slovaques

CATÉGORIE	1905	1909	1912	1918	1921	1922	1925
Coopératives laitières	138	159	173	166	159	153	192
Magasins coopératifs: moulins, coopératives d'achats et de ventes	80	93	127	167	416	416	352
Coopératives de distillerie, de féculerie, de frui- terie potagère	34	42	63	91	119	126	199
Coopérative linrière	16	26	23	25	20	19	36
Coopérative de séchage de chicorée	14	25	32	32	34	34	34
Coopérative de bestiaux	97	97	96	68	63	49	94
Coopérative d'outillage agricole	43	188	199	136	—	—	—
Coopérative de consommation et d'habitations à bon marché	90	81	108	117	1057	1061	1262
Coopératives d'électricité	1	2	20	80	255	302	644
Divers	39	71	55	47	247	307	241
Totaux	552	784	896	929	2370	2462	3054

**COOPÉRATIVES AGRICOLES — AUTRES QUE CELLES DE CRÉDIT — ET GROUPEES
EN FÉDÉRATIONS, DE 1905 A 1925 (suite)**

b) — Coopératives Allemandes

CATÉGORIE	1902	1909	1912	1918	1921	1922	1925
Coopératives laitières	50	74	90	104	93	94	133
Magasins coopératifs: moulins, coopératives d'achats et de ventes	28	35	41	73	113	125	102
Coopérative linière	12	15	13	13	12	13	12
Coopérative de séchage de chicorée	—	—	—	—	—	—	—
Coopérative de distillerie, de féculerie, de frui- terie potagère	20	25	18	26	30	33	26
Coopérative de bestiaux	87	68	78	83	81	81	78
Coopérative d'outillage agricole	2	45	37	33	—	—	—
Coopérative de consommation et d'habitations à bon marché	3	—	5	6	4	4	2
Coopératives d'électricité	—	—	4	6	79	146	224
Divers	3	1	16	17	87	10	34
Totaux	205	263	302	361	499	506	611

Tel est le développement des coopératives en Tchéco-Slovaquie. Nous avons pu constater leur heureuse influence et l'importance des résultats divers qui ont été obtenus grâce à elle. Ces coopératives ont d'ailleurs été encouragées par l'Etat et les Provinces qui leur allouaient non des subventions mais des indemnités pour leurs frais généraux et leur comptabilité.

CONCLUSION

Nous avons passé en revue les diverses branches d'activité agricole de la Tchéco-Slovaquie; auparavant nous avons étudié la Réforme Agraire; que devons-nous penser de ce pays?

Il est intéressant de savoir les impressions ressenties par un agronome avisé (1) lors d'une visite récente dans la Tchéco-Slovaquie entière.

En Bohême et Moravie, régions riches et peuplées, à civilisation avancée, la Réforme agraire a donné des résultats merveilleux.

Les grandes propriétés saisies étaient relativement peu nombreuses et les nouveaux propriétaires, possesseurs déjà de petites parcelles avaient une technique agricole développée. Les cultures sont maintenant entretenues avec

(1) Monsieur Paul Thierry, Ingénieur Agronome, le distingué Directeur des Services Agricoles de l'Indre, a eu l'amabilité de me communiquer les notes qu'il avait prises lors de « l'excursion verte » organisée à l'occasion du XV^e Congrès International d'Agriculture, tenu à Prague en Juin 1931.

une perfection scientifique, qu'il s'agisse de régions à seigle ou de celles à betteraves à sucre. Les céréales sont propres et il faut de ci, de là, quelques sanves, pour rappeler que la mauvaise herbe existe. Quant aux plantes sarclées, généralement envahies en juin par des armées de bineurs, elles sont impeccables.

Dans ces régions, où la terre n'est pas égoïste, l'effort agricole a donné des résultats incomparables. L'œil ne voit que cultures admirablement régulières, de céréales, plantes sarclées, prairies artificielles qui se succèdent les unes aux autres jusqu'à l'infini. Pas une ombre au tableau, pas le moindre coin de terre à l'abandon. Les parcelles sont généralement d'assez faible étendue, car on est dans une région de petite et moyenne culture, mais toujours très régulière en leur forme : la plupart longs rectangles, forme éminemment commode à travailler. Inutile d'ajouter que ces régions pratiquent une culture on ne peut plus intensive. Les vallées de la Hana et de la Morava, en Moravie, sont les mieux tenues et peuvent servir de modèle au monde agricole entier.

Si on pénètre plus à fond dans la vie de ces deux provinces on est frappé par l'importance qu'occupent les Coopératives Agricoles. Ces coopératives plus nombreuses en Moravie, peut-être qu'en Bohême, sont extrêmement riches et possèdent de luxueux bâtiments. Dans une petite localité : Prikazi, située non loin d'Olomuc (Ol-mütz) en Moravie, une Caisse de Crédit Agricole comprend, outre les locaux nécessaires à la gestion de la Caisse de prêts, un vaste restaurant, un cabinet de lecture, une salle de conférence, un théâtre, voir même une salle de gymnastique et d'hydrothérapie.

L'exemple le plus magnifique de coopérative agricole qui ait été remarqué est celui du petit village d'Unerasky,

dans le voisinage de Prikazy, dont nous avons déjà parlé tout à l'heure. Unerasky groupe une quinzaine d'exploitations agricoles de moyenne culture, constituées après l'application de la Réforme Agraire et il y a là 12 Coopératives distinctes, nous ne pouvons nous empêcher de les énumérer en citant leur objectif respectif : remembrement, drainage, irrigation, électrification, tuilerie, pâturage, élevage, contrôle laitier, achat et vente des œufs, laiterie, minoterie, et enfin la boulangerie.

Ces réalisations caractérisent une mentalité paysanne bien différente de celle de France. Les agriculteurs Bohémiens et Moraves, comme tous ceux d'Europe centrale, n'ont été que récemment délivrés du servage. Ils n'ont pas eu le temps de devenir individualistes, car ils ne sont propriétaires que depuis bien peu de temps. Jadis serfs, ils travaillaient ensemble pour le compte du Seigneur ou du Boïard, ils continuent à agir de la même manière, en commun, mais pour leur compte personnel.

Avec un tel développement coopératif, le commerce a perdu une grande part de son importance, dans certains arrondissements il est fréquent de constater la disparition complète du commerce des grains.

Les deux autres pays : Slovaquie et Russie Subcarpathique, laissent une impression bien différente, nous sommes dans le pays de la forêt et des pâturages. Les montagnes occupent une grande surface de la région et si les paysages des Tatras avec leurs sommets et leurs vallées sauvages sont des plus pittoresques, les habitants n'en sont qu'à une civilisation bien plus primitive. Ils ont d'ailleurs un profond attachement pour la tradition et dans ces deux anciennes dépendances de la Couronne de Hongrie, il est fréquent de voir les paysans, les fem-

mes surtout, vêtues de leur costume traditionnel aux couleurs variées et aux riches broderies.

Ces deux pays, la Russie Subcarpathique surtout, avaient été laissés à l'abandon par le gouvernement Hongrois. Dans cette dernière province, pas de route en dehors de celle qui, partant d'Uzerod, va rejoindre la Vallée de la Tisa ; ailleurs des pistes seulement. Pas de voies ferrées en dehors de celle suivant à peu près le même itinéraire que la route. Actuellement le nombre de routes en construction est inimaginable et elles seront recouvertes d'asphalte ; aux ponts de bois seuls en usage se substituent de larges ponts en béton armé.

La réforme foncière a eu ici un rôle beaucoup plus difficile à remplir que dans la Bohême et Moravie. Les Lati-fundia y étaient nombreuses et des plus considérables, les habitants misérables et primitifs, néanmoins elle a réussi à créer cette classe de petits propriétaires. Mais les résultats obtenus ne sont pas comparables avec ceux de Moravie.

Les parcelles de terre cultivée n'offrent pas le même aspect d'ordre et de richesse que dans les territoires de l'Ouest. Chacune est un véritable puzzle de cultures, sans méthodes, entretenues très médiocrement, car le paysan cultive sur son petit domaine ce qu'il lui faut pour assurer sa propre existence et rien que la quantité nécessaire. Il n'y a pas de commerce pour les produits agricoles car les villes sont rares, tous les habitants sont agriculteurs. L'outillage en usage semble rudimentaire et hormis les labours, la plus grande partie des travaux se fait à bras. La main-d'œuvre est abondante et permettra de passer de la culture extensive actuelle à un système plus perfectionné.

Ce sont surtout les femmes que l'on voit aux champs.

Durant presque tout l'été l'homme travaille dans les vastes forêts dans la montagne ou bien il s'en va à l'étranger. C'est ainsi qu'il procure l'argent indispensable à l'habillement, aux menus plaisirs, au règlement des dettes.

Tout le commerce (friperie, presque uniquement) est entre les mains des juifs, si nombreux dans la Russie Subcarpathique, qu'ils sont parfois agriculteurs. La coopération est encore à naître.

Exposons sommairement l'importance de l'industrie et sa place en Tchéco-Slovaquie, cela nous permettra de juger la situation économique de la Jeune République.

Les personnes appartenant aux professions industrielles sont au nombre de 4.500.000 environ et le nombre des entreprises industrielles pour l'année 1926 (chiffre obtenu par les données des Caisses Ouvrières d'Assurances accident, puisque les résultats officiels du recensement de 1930 sont inconnus) atteint pour la République le chiffre de 98.546 dont 55.847 en Bohême.

Les principales industries sont: métallurgies, textiles, industries du bois, industries alimentaires, brasseries, distilleries, céramiques, mais il faut citer également les industries minières (houille, lignite, fer).

Nous constatons une rare harmonie entre industrie et agriculture; aucun pays ne peut prétendre dépasser cet équilibre.

Avant de porter un jugement sur l'ensemble de cette étude, il est intéressant de voir quelle est la situation du commerce extérieur.

La valeur du commerce extérieur général dans les années 1924 à 1927 se tient au niveau de 33 à 38 milliards de couronnes, s'élevant en 1928 et 1929 à plus de 40 mil-

liards, mais le fait le plus important de la statistique du commerce extérieur est sa balance que l'on signale active pour toutes les années depuis 1920, ce qui signifie que la Tchécoslovaquie n'est pas obligée de dépenser, chaque année une partie de son revenu national, au profit de l'Etranger, mais au contraire l'échange international fait que non seulement l'économie nationale compense les achats de marchandises d'origine étrangère mais procure encore un solde actif de 2 milliards de couronnes. En 1929 seulement le solde actif s'est considérablement réduit à 511 millions de couronnes.

Les quantités de marchandises importées et exportées en 1929 sont respectivement de 990.910 wagons (1) et 1.308.070 wagons.

Pour l'année 1928, on pouvait répartir ainsi qu'il suit les marchandises en surproduction ou déficitaires :

TABLEAU N° 29

MARCHANDISES	VALEUR EN MILLIONS DE COURONNES	
	Importations	Exportations
1°) Produits de l'agriculture et pisciculture	7.001	1.154
2°) Produits de la sylviculture ..	291	550
3°) Produits des mines	1.226	947
4°) Produits de l'industrie	10.574	18.517
5°) Produits d'une autre origine	5	4
6°) Métaux précieux et monnaie	111	52
Total pour 1928	19.208	21.224

(1) Il est question ici de wagons de 10 Tonnes.

Ce tableau donne une situation exacte du commerce extérieur et il suffit d'indiquer ici pour compléter ce rapide aperçu que les produits importés sont surtout des produits brutes (10.549 millions de couronnes importées en 1928 contre 3.094 millions exportées) et que les produits finis fournissent la plus grosse part d'exportation (14.547 millions de couronnes importés contre 6.049 millions exportés).

Par le mouvement global (importations + exportations) la Tchéco-Slovaquie occupe la quinzième place parmi les principaux Etats du monde, et la septième place parmi les pays Européens.

Cet Etat a donc groupé des territoires, peuplés de mêmes races dans lesquels agriculture et industrie sont dans un équilibre presque parfait. Son commerce extérieur est dans une excellente situation. Le gouvernement a su dès la naissance de cette puissance, assurer la sécurité sociale et politique par la réforme foncière, en créant des petits propriétaires.

Voisine de la Russie, la Tchéco-Slovaquie pouvait, à juste titre, craindre une révolution d'origine bolcheviste; le sol dans certaines régions appartenant à de riches boïards.

Le peuple était opprimé comme jadis en Russie. Elle a donné aux paysans l'idée de propriété, elle l'a attaché à son domaine, et ainsi elle a créé contre le communisme un solide rempart.

La terre est passée en dix ans environ sans heurt, du régime féodal à celui des petits domaines; la Tchéco-Slovaquie, grâce à la réforme de 1919 et à la civilisation avancée de certains de ses habitants, a réalisé ainsi une transformation sociale qui avait demandé à la France deux cents ans d'une lente évolution.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHELEMY.

Vu : le Président de Thèse,
W. OUALID.

Vu : le Recteur,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

BRAF A., Docteur Professeur. — Les Crédits pour Améliorations foncières.

FIEDLER F., Docteur. — Le Remembrement.

FRANKENBERGER O., Docteur. — Le remembrement et son importance pour le monde agricole.

KRIVANEC B., Docteur. — Les améliorations foncières et leur importance économique.

PETRIK, Ingénieur. — Le Remembrement.

TRAITNER, Ingénieur. — Etat des opérations agraires effectuées en Tchécoslovaquie.

LUKAS, Docteur Professeur. — La loi sur les Assurances Ouvrières en cas de maladie.

VISKOVKY. — Les Assurances Sociales dans l'Agriculture.

ZEIS, Docteur. — Moyens de relever la production agricole et forestière en Moravie (enquête).

PAZOUREK, Docteur Professeur. — Les céréales dans la politique économique et sur le marché mondial.

KOLARIK. — Les Associations Professionnelles agricoles.

VISKOVSKY, Docteur. — Les Associations Professionnelles Agricoles.

BRAF, Docteur Professeur. — La politique économique.

MIEDLER F., Professeur. — La législation agricole et autres règlements relatifs à l'agriculture dans le royaume de Bohême.

HORACEK, Docteur. — Manuel de politique économique (Tome II).

KOLARIK, Docteur. — Politique agraire (Tome IV).

KOLOUSEK, Professeur. — Economie Politique (Tome I).

ROCILEK, Docteurs. — La Politique Agraire.

Archives de Bohême — Règlements ruraux et instructions agricoles. Edités par le Professeur KOLOUSEK.

Encyclopédie Agricole 1905.

BRODLIK, Docteur, Professeur. — Bases économiques et sociologiques de la réforme foncière en Tchécoslovaquie.

PEDLER, Docteur. — Le Domaine des Communes.

GRUBER. — Le Régime agraire.

HORAK, Docteur. — Situation cadastrale et similaire en Slovaquie.

KREMAR, Docteur Professeur. — La loi sur la saisie des grandes propriétés.

KREJCI, Docteur Professeur. — Législation de la réforme foncière.

KROFTAK, Docteur Professeur. — Aperçu de l'histoire de la classe rurale en Bohême et en Moravie.

RIHA J., Docteur. — Le Domaine des Communes.

SEDLACEK, Docteur Professeur. — La réforme foncière.

STIEBER, Docteur Professeur. — La réforme foncière.

Les Revues Agricoles: ZAJMY, ZEMEDELKY, ZEMEDELKE, POZEMKOVA, etc...

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	6
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

La Tchéco-Slovaquie à travers les Ages au point de vue agricole	7
Chapitre I — La Période Slave	8
Chapitre II — Les Latifundias	10
Chapitre III — Economie Intérieure du Moyen- Age	15
Chapitre IV — Le Réveil du Nationalisme Tchè- que: Charles IV; Jean Hus	20
Chapitre V — Le XVI ^e siècle	25
Chapitre VI — La Guerre de Trente ans	28
Chapitre VII — Le XVII ^e siècle — Le Despotis- me Eclairé — Les Physiocrates	32
Chapitre VIII — Le Mouvement National de 1848	41

DEUXIÈME PARTIE

La Réforme Agraire	45
Chapitre I — La Réforme Foncière (Loi du 16 Avril 1919)	49
§ A — Expropriation des Grands Domaines	49
§ B — Indemnité pour les propriétés sou- mises au transfert	51
§ C — Modes de paiement	54
§ D — Distribution des terres saisies	56
§ E — Acquéreurs de Domaines résiduels ..	59
§ F — Fonds indivis	60
§ G — Crédits aux acquéreurs de la terre ..	61
§ H — Mesures prises pour protéger les em- ployés des terres saisies	62
§ I — L'Office Foncier National	63
Résultats pratiques	64

Chapitre II — Lois complémentaires de la Ré-	
forme Agraire	67
§ 1 — Dispositions législatives dans le do-	
maine de l'Agriculture	68
§ 2 — Lois sociales agricoles	78

TROISIÈME PARTIE

La Situation Agricole en Tchécoslovaquie	82
Chapitre I — Considérations générales	83
§ 1 — Position de la situation agricole	83
§ 2 — Organisation de la Production Agri-	
cole	95
§ 3 — Les Résultats	97
§ 4 — Les Résultats des Améliorations Fon-	
cières	103
Chapitre II — Examen des cultures proprement	
dites	105
Section 1 — Les céréales	112
Section 2 — Plantes Sarcées	116
Section 3 — Plantes Industrielles	119
Section 4 — Plantes Légumineuses et Four-	
ragères	122
Section 5 — Arboriculture — Viticulture —	
Prairies et Paturages	122
Chapitre III — La Production Animale	125
Section 1 — Bovins, Porcins, Ovins	127
Section 2 — Le Cheval	130
Section 3 — Pisciculture, Aviculture, Sérici-	
culture, Oiseaux de Basse-Cour, Animaux à	
fournures	132
Chapitre IV — Coopératives et Crédit Agricole	135
Conclusion	147
Bibliographie	155
Table des Matières	157

Imprimerie LANGLOIS
ARGENTON (Indre)

1931

